



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

I - Contexte général : situation économique et sociale

1. Situation globale

- L'économie mondiale face à l'inflation
- Zone euro
- En France

2. Situation de la collectivité

II - Le projet de loi de finances 2024

III - Situation et orientations budgétaires de la collectivité

1. Les recettes de fonctionnement

- La fiscalité
- L'attribution de compensation
- Les principales autres taxes
- Les principaux concours financiers versés par l'Etat
- Les autres recettes

2. Les dépenses de fonctionnement

- Les charges à caractère général
- Les charges de personnel
- Les subventions
- Les charges financières
- Les autres dépenses de fonctionnement
- Synthèse du fonctionnement

3. Section d'investissement

- Les recettes d'investissement
- Les dépenses d'investissement
- La dette

IV - Les grands équilibres budgétaires et financiers provisoires au stade du débat d'orientation budgétaire

1. L'épargne brute au stade du DOB

2. La capacité de désendettement au stade du DOB

V - Perspectives du besoin de financement annuel du budget principal et des budgets annexes

VI - Consolidation des dépenses de fonctionnement du budget principal Ville et des budgets annexes

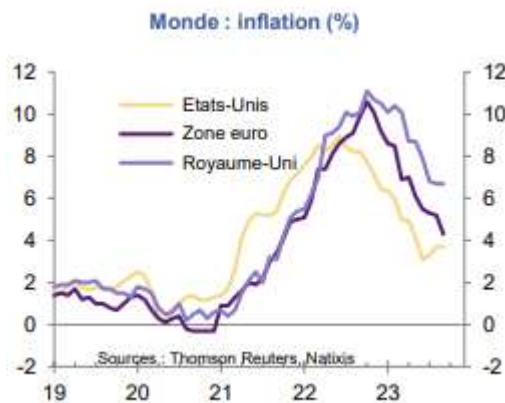
I – Contexte général : Situation économique et sociale

Sources : Notes de conjoncture La Banque Postale (septembre 2023) et INSEE (décembre 2023)
Support à la préparation de votre DOB, Caisse d'Épargne (version janvier 2024)
DOB en instantanée, La Banque Postale, janvier 2024

1. Situation globale

○ Economie mondiale

En 2023, les principales économies mondiales ont évolué différemment mais ont été marquées par des niveaux d'inflation élevés.

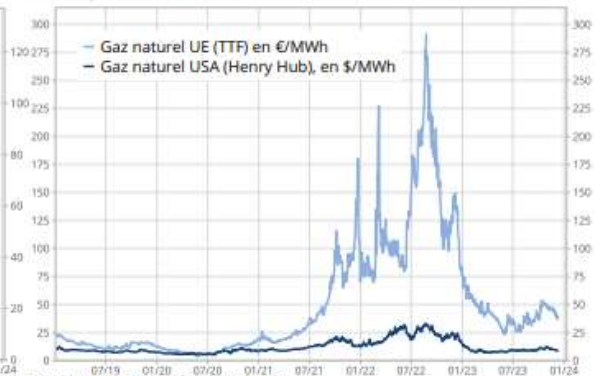


L'Insee précise ainsi que l'Europe a davantage été exposée au choc des prix énergétiques, tandis que l'économie américaine a bénéficié entre autres d'un fort soutien budgétaire. En Chine, le rebond a été inférieur aux attentes, les moteurs traditionnels de la croissance tels que l'immobilier ou l'investissement paraissant essoufflés.

► 1. Cours du pétrole (Brent) en dollars et en euros (valeurs journalières)

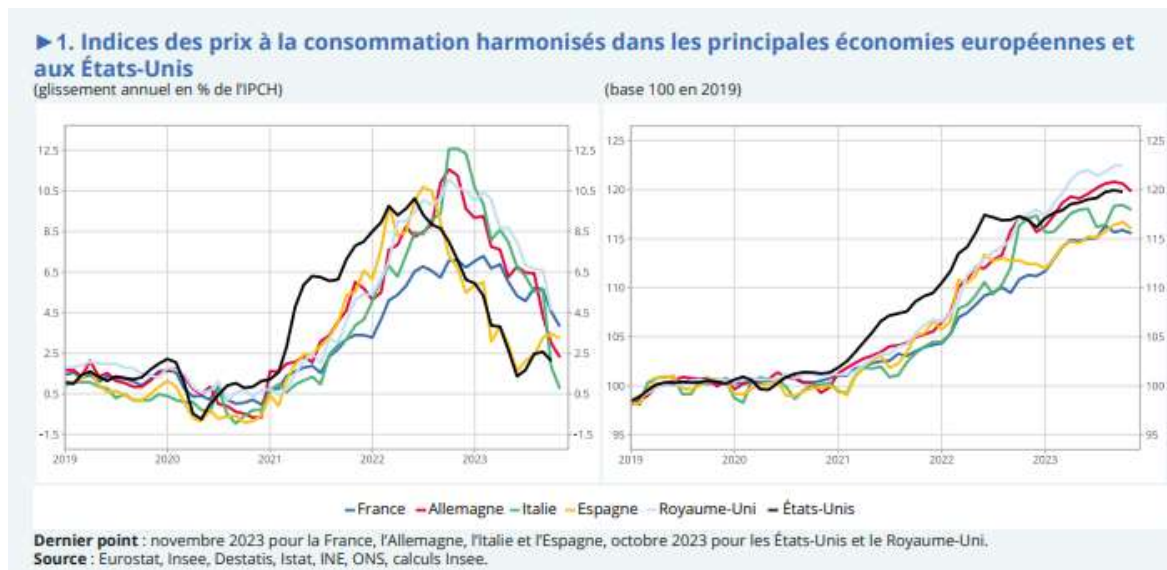


► 2. Prix du gaz naturel en Europe et aux États-Unis (valeurs journalières)



Si les prix des matières premières énergétiques continuent de peser sur les économies européennes, les prix du gaz demeurent plus particulièrement élevés que sur le marché nord-européen. Le resserrement des politiques monétaires, entamé en 2022, aurait atteint un palier à la fin 2023 en lien avec le reflux de l'inflation. Malgré la hausse des taux, la consommation des

ménages se montre relativement résistante dans la plupart des pays, excepté en Allemagne. En revanche, l'investissement ralentit, voire recule dans la plupart des pays.



L'année 2023 a également été marquée par un resserrement monétaire de la plupart des banques centrales afin de lutter contre l'inflation, poursuivant la hausse des taux directeurs. La variation annuelle de la masse monétaire est devenue négative dans l'OCDE à partir de mai 2023 (M3). Au 1^{er} janvier 2024, le taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) est à 4,50% (nul en 2022).

Le 25 janvier 2024, Christine Lagarde a confirmé ses propos tenus lors du Forum économique de Davos la semaine précédente. La BCE a maintenu ses taux directeurs, estimant qu'ils sont au niveau adéquat pour ramener l'inflation à son niveau cible (2,00%). Les bons chiffres d'inflation en zone euro, y compris sur décembre 2023 (2,90%) permettent à l'Institution monétaire d'envisager l'avenir plus sereinement. Cependant, la BCE a réaffirmé, à l'occasion de la réunion du 25 janvier 2024, que la question d'une baisse des taux directeurs n'est pas encore à l'ordre du jour, et qu'elle restait dépendante des données avant de prendre une telle décision. Le risque, pour la BCE, serait un assouplissement trop rapide, qui nécessiterait un ajustement brutal si l'inflation venait à augmenter.

Aux États-Unis, la FED a tenu mercredi 31 janvier un discours similaire à la BCE sur un possible rebond de l'inflation en cas de résistance forte de l'économie et de la consommation. En actant le maintien de ses taux directeurs, Jérôme Powel, son Président, a déclaré que « l'inflation, toujours supérieure à l'objectif de la FED, empêcherait probablement les décideurs politiques d'abaisser les taux lors de la prochaine réunion en mars ». Le calendrier de baisse des taux anticipé serait alors repoussé.

Les références à court terme ont augmenté tout au long de l'année (à l'exception du mois de mars 2023 lors de la faillite de la Silicon Valley Bank) pour se stabiliser autour de 4,00% pour les références à 3 mois. Les références à 12 mois ont touché un plafond à 4,20% en octobre puis se sont contractées sur les dernières semaines de 2023.

La hausse des taux à long terme est continue de janvier à octobre 2023, avec une accélération à partir de la fin septembre. La résistance de l'économie américaine face au resserrement monétaire explique en partie ces évolutions. Les références à long terme chutent de façon importante sur les 2 derniers mois de l'année 2023 suite aux publications des inflations américaines et européennes de novembre et décembre 2023.

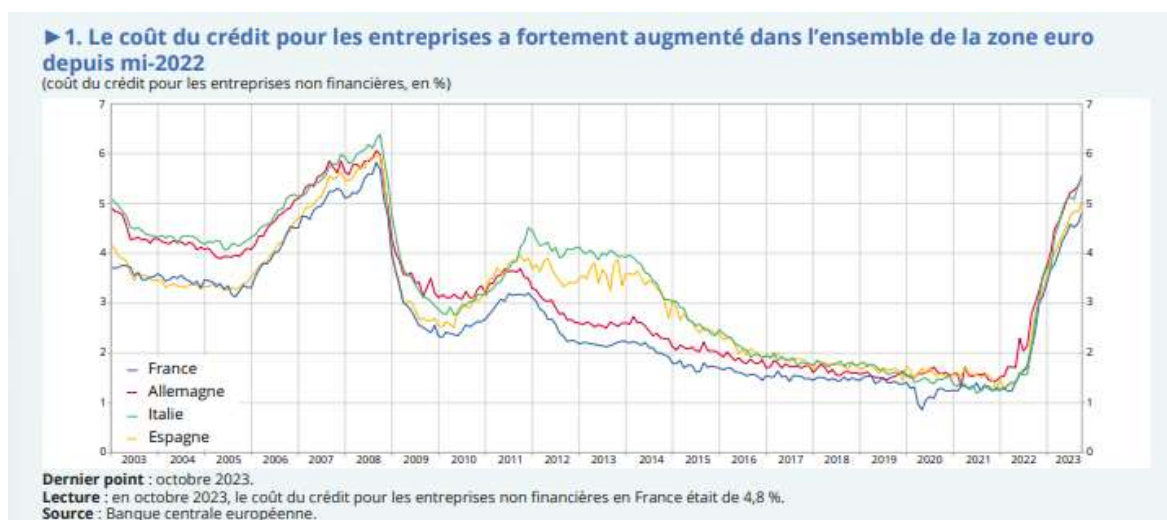
Malgré les déclarations des banques centrales, renforcées par la publication d'une inflation à nouveau en hausse aux Etats-Unis pour janvier (3,10%), les marchés pensent majoritairement que le « taux maximal » a été atteint dans toutes les zones monétaires et qu'une décrue pourra s'enclencher rapidement (juin pour la FED, avril pour la BCE) avec un retour à une inflation normale. Cette dichotomie d'approche risque de créer une forte volatilité au moins jusqu'à la 1ère baisse de taux directeur.

- **Zone euro**

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB au deuxième semestre de 2022, conduisant sa progression annuelle à +3,4%, la croissance en zone euro est restée faible au premier semestre de 2023 sur fond d'inflation persistante et de resserrement des contraintes financières.

La dynamique de désinflation se poursuit cependant. Le reflux de l'inflation et les hausses de salaires favorisent ainsi légèrement le pouvoir d'achat des ménages.

Cependant, les conditions de crédits pour les entreprises se durcissent. En effet, dans les principales économies de cette zone, les conséquences des hausses des taux directeurs depuis mi-2022 se manifestent sur le crédit aux entreprises. Ces hausses génèrent un resserrement des critères d'octroi de crédit pour les entreprises non financières et une baisse de la demande de prêts, notamment de prêts pour investissement.



- **En France**

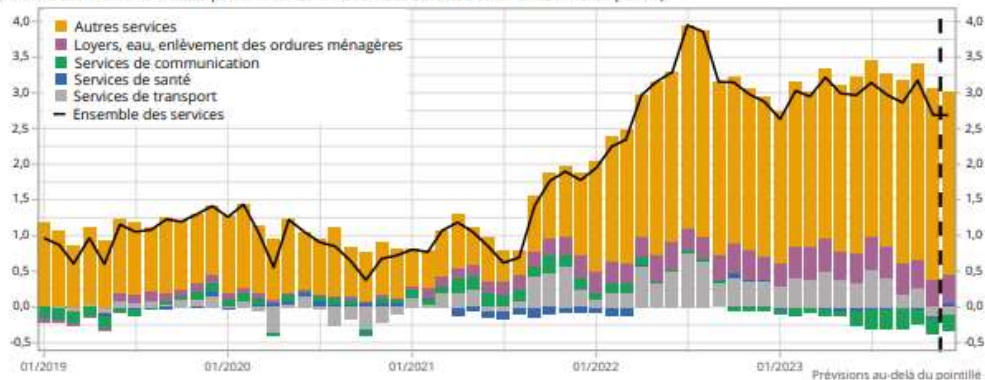
En France, comme en Europe, le choc énergétique tend à s'estomper et une désinflation est en bonne voie permettant un rebond du pouvoir d'achat à venir.

Ralentissement de l'inflation

Le ralentissement de l'inflation initiée depuis la mi-2023 devrait se poursuivre en 2024 et un processus de désinflation est ainsi engagé, avec un ralentissement des prix alimentaires. Les prix des services demeurent cependant dynamiques : compte tenu de leur poids dans le panier de consommation des ménages (environ 50%), ces dépenses impactent fortement l'inflation d'ensemble. Les évolutions de prix de ces services sont par ailleurs différenciées comme en atteste le graphique ci-après présenté.

► 1. Inflation dans les services et contribution des sous-agrégats du poste

(glissement annuel en % de l'indice de prix à la consommation des services et contributions en points)



Dernier point : décembre 2023.

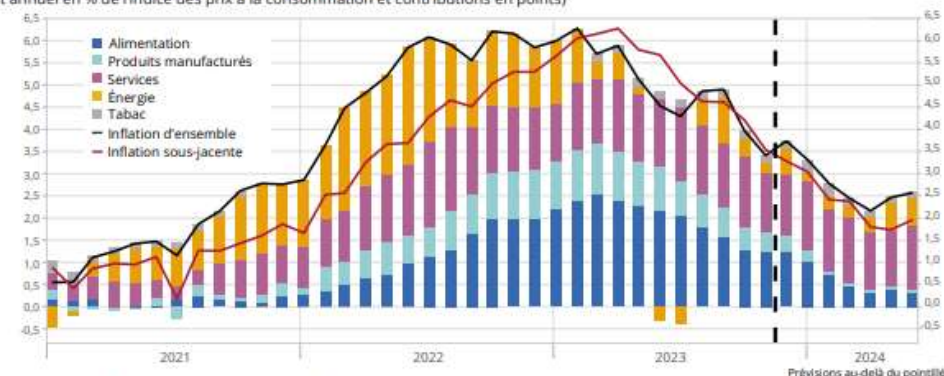
Lecture : en décembre 2023, l'inflation dans les services serait de 2,7 %.

Source : Insee.

Les modalités de fixation de prix ne sont par ailleurs pas similaires et peuvent être fixées par les pouvoirs publics (services de santé), encadrées (loyers) ou fortement volatiles (services de télécommunications, impact de cours du pétrole pour exemples).

► 1. Inflation d'ensemble et contributions par poste

(glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation et contributions en points)



Note : pour novembre 2023, l'inflation d'ensemble constitue une estimation provisoire, l'inflation sous-jacente une prévision.

Lecture : en novembre 2023, selon l'estimation provisoire, l'inflation d'ensemble s'élèverait à +3,4 %. L'alimentaire y contribuerait à hauteur de +1,2 point tandis que les services y contribueraient de +1,3 point.

Source : Insee.

Une vigilance particulière est cependant à mentionner sur le contexte actuel de tensions au Moyen-Orient qui pourrait constituer un risque haussier sur l'inflation à très court terme (augmentation éventuelle du prix du pétrole).

En France, selon les estimations du Gouvernement, les prévisions d'inflation 2024 seront en augmentation de 2,6 % (PLF 2024). Les prévisions de croissance estimées sont de 1,4 % en 2024. Le principal soutien à l'activité serait ainsi le rebond progressif de la consommation des ménages.

Emploi et chômage

L'évolution du marché du travail reste favorable en 2023 malgré un ralentissement lié à la diminution de l'activité économique. Ce ralentissement devrait par ailleurs se poursuivre en 2024 pour ce même motif ainsi qu'en raison de la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises (apprentissage).

► 1. Évolution de l'emploi

(en milliers, CVS en fin de période)

| | Évolution sur un trimestre | | | | | | | | | | Évolution sur 1 an | | | |
|---------------------------|----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--------------------|------|------|------|
| | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T4 | T4 | T4 | T2 |
| Emploi salarié | 77 | 105 | 106 | 61 | 82 | 27 | 37 | 5 | 0 | 20 | 818 | 349 | 150 | 62 |
| | 0,3% | 0,4% | 0,4% | 0,2% | 0,3% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 3,2% | 1,3% | 0,6% | 0,2% |
| Agriculture | 2 | -10 | -5 | 15 | -3 | -1 | -3 | 0 | 0 | 0 | 7 | 2 | -7 | -3 |
| Industrie | 5 | 11 | 14 | 8 | 9 | 6 | 12 | -5 | -5 | 10 | 41 | 39 | 31 | 32 |
| Construction | 5 | 5 | 2 | 3 | 0 | -5 | -6 | -5 | -10 | -5 | 51 | 14 | -15 | -26 |
| Tertiaire marchand | 55 | 99 | 87 | 31 | 65 | 17 | 17 | 5 | 5 | 15 | 665 | 272 | 103 | 42 |
| Tertiaire non marchand | 10 | 0 | 8 | 5 | 12 | 10 | 16 | 0 | 0 | 0 | 55 | 22 | 38 | 16 |
| Emploi non salarié | 25 | 25 | 25 | 25 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 225 | 100 | 20 | 20 |
| | 102 | 130 | 131 | 86 | 87 | 32 | 42 | 10 | 5 | -25 | 1 043 | 449 | 170 | 82 |
| Ensemble | 0,3% | 0,4% | 0,4% | 0,3% | 0,3% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,1% | 3,6% | 1,5% | 0,6% | 0,3% |

■ Prévisions.

Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire marchand.

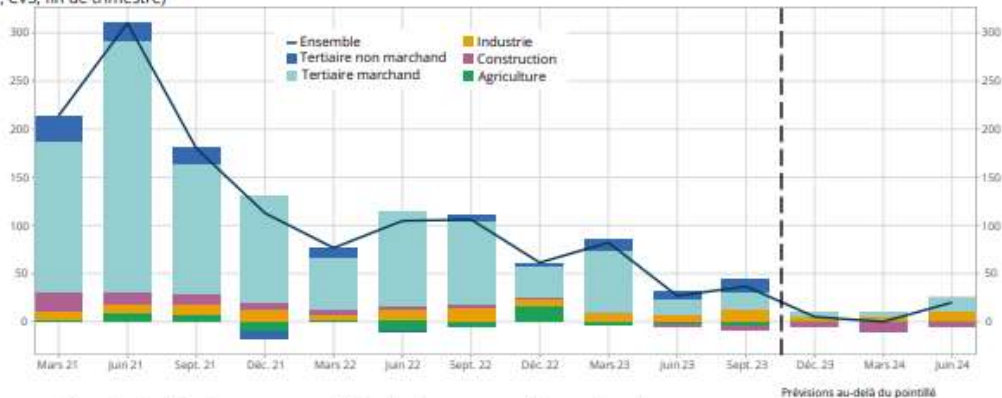
Lecture : au troisième trimestre 2023, l'emploi salarié a augmenté de 0,1%, soit 37 000 créations nettes d'emploi.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee.

► 2. Emploi salarié, évolution trimestrielle par secteur d'activité

(en milliers, CVS, fin de trimestre)



Note : dans ce graphique, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire marchand.

Lecture : au premier trimestre 2021, l'emploi salarié augmente de 214 000.

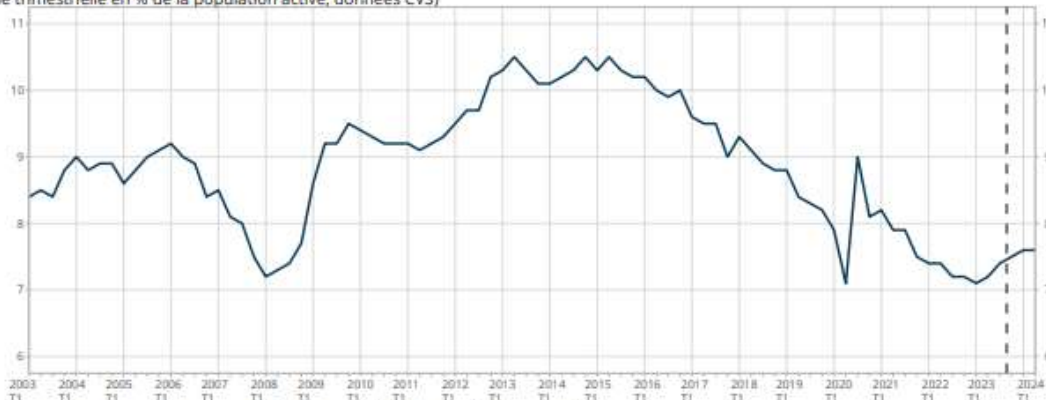
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee.

A l'appui d'une hypothèse d'une hausse modérée de la population active, du fait notamment de l'effet de la réforme des retraites sur l'activité des seniors, les prévisions présentent une augmentation du taux de chômage de 0,1 point au quatrième trimestre 2023 et au premier trimestre 2024, jusqu'à 7,6 % de la population active, puis se stabiliserait au printemps.

► 1. Taux de chômage au sens du BIT

(moyenne trimestrielle en % de la population active, données CVS)



Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

Source : Insee, enquête Emploi.

► 2. Évolutions de l'emploi, du chômage et de la population active

(variation en moyenne trimestrielle en milliers, données CVS)

| | Évolution sur un trimestre | | | | | | | | | | | | Évolution sur un an | | | |
|--|----------------------------|-----|------|-----|------|-----|-----|-----|------|-----|----|----|---------------------|------|------|------|
| | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T1 | T2 | T3 | T4 | T4 | T4 | T4 | T2 |
| Emploi (1) | 135 | 116 | 130 | 109 | 87 | 59 | 37 | 26 | 8 | 15 | | | 962 | 490 | 209 | 85 |
| <i>rappel : emploi en fin de période</i> | 102 | 130 | 131 | 86 | 87 | 32 | 42 | 10 | 5 | 25 | | | 1 043 | 449 | 170 | 82 |
| Chômage (2) | -14 | 11 | -47 | -21 | -6 | 28 | 63 | 16 | 31 | 25 | | | -153 | -71 | 102 | 136 |
| Population active = (1) + (2) | 121 | 126 | 84 | 88 | 80 | 88 | 100 | 42 | 39 | 40 | | | 810 | 419 | 310 | 221 |
| <i>Population active tendancielle ajustée (a)</i> | 6 | 7 | 8 | 9 | 11 | 9 | 23 | 39 | 38 | 38 | | | 31 | 30 | 82 | 139 |
| <i>Effet de flexion conjoncturel (b)</i> | 14 | 12 | 13 | 11 | 9 | 6 | 4 | 3 | 1 | 2 | | | 96 | 49 | 21 | 8 |
| <i>Effet de l'alternance sur l'activité des jeunes (c)</i> | 12 | 18 | 33 | 23 | 7 | 12 | 8 | 0 | 0 | 0 | | | 131 | 86 | 27 | 9 |
| <i>Résidu</i> | 91 | 89 | 30 | 44 | 54 | 61 | 65 | 0 | 0 | 0 | | | 551 | 254 | 179 | 65 |
| Variation du taux de chômage | -0,1 | 0,0 | -0,2 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | | | -0,6 | -0,3 | 0,3 | 0,4 |
| Niveau du taux de chômage | 7,4 | 7,4 | 7,2 | 7,2 | 7,1 | 7,2 | 7,4 | 7,5 | 7,6 | 7,6 | | | | | | |

■ Prévisions.

(a) Tendence basée sur les projections de population active de 2022 ajustées.

(b) Cet effet de flexion représente le fait que de nouveaux actifs se présentent sur le marché du travail lorsque la conjoncture de l'emploi s'améliore.

(c) Effet basé sur les stocks de contrats en alternance de la Dares; calculs Insee.

Note : l'emploi correspond ici à l'emploi total (salariés et non-salariés), mesuré en moyenne trimestrielle.

Lecture : entre le deuxième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2023, l'emploi augmente de 37 000 personnes en moyenne, le chômage de 63 000 et la population active de 100 000. Le taux de chômage augmente de 0,2 point à 7,4 %.

Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, Estimations trimestrielles d'emploi.

Accès au crédit

Côté crédits, en 2023 comme en 2022, la liquidité reste présente, avec des taux de couverture globalement proches de 400% en moyenne. Toutefois, de fortes disparités sont perceptibles dans les conditions d'accès à cette liquidité.

Disparités entre collectivités d'une part, les collectivités présentant les plus grandes difficultés financières couvrant difficilement leurs besoins, en devant parfois passer par des solutions « désintermédiées » de type placements privés lorsque le marché bancaire ne répond plus présent, et que l'Agence France Locale est inaccessible.

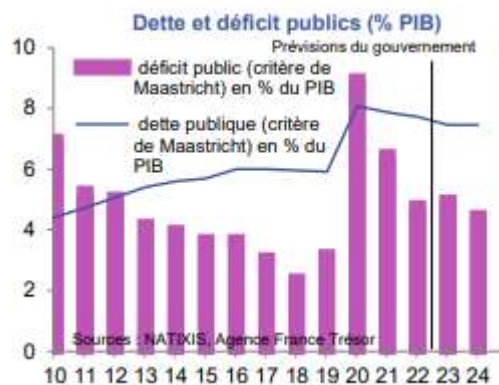
Disparités entre établissements prêteurs d'autre part, avec des conditions financières qui peuvent passer du simple au double entre établissements :

- Les banques mutualistes (Crédit Agricole, Caisse d'Épargne et Crédit Mutuel – surtout par rapport à une année 2022 record) sont en retrait dans la plupart des régions, avec des niveaux de marge et de taux dans le haut du panier (marges supérieures à 1,00%, voire 1,50%, taux fixes proches de 4,50% voire 5,00% quand les meilleures offres sont à 4,00%) ;
- A l'inverse, les banques nationales présentent de meilleures conditions, notamment l'Agence France Locale ou La Banque Postale qui proposent les meilleures offres. La Société Générale est plus en retrait, ses conditions financières étant directement reliées à ses conditions de refinancement sur les marchés. Cet établissement peut proposer quelques formules structurées simples pour abaisser ses niveaux de marge faciale.

Les conditions financières sont en nette hausse par rapport à 2022. Ainsi le taux fixe moyen (au 1er décembre 2023) ressort à 4,21% sur 20 ans (contre 2,27% en 2022).

Déficit public

Le PLF 2024 présenté par le Gouvernement prévoit un rétablissement graduel du déficit et de la dette publics. La fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique devrait ainsi contribuer à la réduction du déficit public à -4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024.



La trajectoire des finances publiques présentera cependant de nouvelles coupes budgétaires structurelles pour permettre une réduction significative du déficit public.

2 - Situation de la collectivité

Éléments de contexte

D'importants investissements ont été entrepris par la Ville. Aussi, en l'absence de recours à l'emprunt depuis plusieurs années et grâce à une amélioration des différents ratios (dont ratio de la dette par habitant en diminution depuis plusieurs années), la Ville dispose désormais depuis 2021 de la possibilité de recourir à nouveau à l'emprunt pour financer ses investissements.

La mandature 2020-2026 intervient cependant dans un contexte économique mondial et national bouleversé successivement par la crise sanitaire de la Covid-19, la guerre en Ukraine et le contexte inflationniste associé. Le budget primitif 2024 sera ainsi impacté par ce dernier tout comme l'exercice 2023 ainsi que par les augmentations liées :

- aux intérêts d'emprunts variables,
- aux mesures statutaires favorables aux agents (notamment augmentation du point d'indice en année pleine et augmentation de 5 points).

II - Le projet de loi de finances (PLF) 2024

Au-delà de la loi de finances pour 2024, d'importants aspects sont présentés dans **la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027**, définissant la ligne directrice du Gouvernement relatives aux finances publiques. La trajectoire vise ainsi un retour du déficit public sous le seuil des 3 % du PIB à l'horizon 2027. La LPFP 2023-2027 précise également notamment les prévisions de concours financiers de l'Etat aux collectivités locales avec un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de ces dernières (inflation diminuée de 0,5 points).

Aussi, parmi les mesures prévues dans la loi de finances pour 2024, certaines concernent dès lors les collectivités territoriales, dont les principales sont ci-après présentées.

Mesures de soutien pour faire face à l'inflation

Face au contexte inflationniste, la loi de finances pour 2023 prévoyait un « filet de sécurité » pour les collectivités qui subissent à la fois une forte augmentation de leurs dépenses énergétiques et une dégradation de leur épargne brute. La loi de finances pour 2024 prévoit une reconduction du volet fiscal du bouclier tarifaire avec une diminution de l'accise sur l'électricité ainsi qu'une prolongation du bouclier tarifaire et de l'amortisseur électricité.

Le dispositif d'« amortisseur électricité » à destination des collectivités ne bénéficiant pas des tarifs réglementés est ainsi prolongé pour l'année 2024. Un décret publié le 30 décembre 2023 précise les nouvelles conditions d'éligibilité :

- un tarif de l'électricité supérieur à 250 €/MWh : dans ce cas l'Etat prend à sa charge 75 % de la facture pour la partie liée au dépassement de tarif,
- un contrat signé avant le 30 juin 2023 et toujours en vigueur en 2024.

Concours financiers de l'Etat

Les concours financiers de l'Etat sont prévus à hauteur de 54,2 milliards d'euros en 2024 contre 53 milliards en 2023 et totalisent les prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales pour 45 milliards d'euros en 2024, les crédits du budget général relevant de la mission relative avec les collectivités territoriales et la TVA des régions.

Ils progressent ainsi sous l'effet du dynamisme des concours et de nouvelles mesures telles que la pérennisation du fonds vert augmenté à 2,5 milliards d'euros (contre 2 milliards en 2023), l'augmentation de la dotation pour les titres sécurisés à 100 millions d'euros en 2024 (contre 52,4 millions en 2023) et la création d'une dotation de 5 millions d'euros pour le plan national contre les violences aux élus.

Dotation globale de fonctionnement

La DGF est fixée à 27,2 milliards d'euros en 2024 contre 26,9 milliards en 2023.

Le Gouvernement a en effet décidé d'abonder l'enveloppe globale de la DGF du bloc communal pour 320 millions d'euros, répartis entre la dotation de solidarité rurale (150 millions d'euros), la dotation de solidarité urbaine (140 millions d'euros) et sur la dotation d'intercommunalité (30 millions d'euros).

FCTVA

La loi de finances pour 2024 prévoit une augmentation du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) de 6% (soit 7,1 millions d'euros) dont 250 millions d'euros liée à l'augmentation de son assiette. En effet, sont réintégrées les dépenses d'aménagement de terrain correspondant notamment à des équipements publics, terrains de sport, terrassements, plantations et voies vertes réalisées à compter du 1^{er} janvier 2024, exclues depuis 2021.

Fonds vert

Dans un souci de lutte contre le changement climatique, un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ou « fonds verts » a été créé. Doté de 2 milliards d'euros d'autorisation d'engagements pour 2023, il vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes :

- de performance environnementale (rénovation de bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, etc.) ;

- d'adaptation des territoires au changement climatique ;

- d'amélioration du cadre de vie (friches, mises en place de zones à faible émission, etc.).

Majoration de la dotation pour les titres sécurisés (DTS)

A compter du 1^{er} janvier 2024, les critères de la DTS sont modifiés, intégrant ainsi une importance supplémentaire à l'utilisation d'un module dématérialisé de prise de rendez-vous.

Ainsi, la loi de finances répartit désormais la dotation en fonction du nombre de stations d'enregistrements, du nombre des demandes enregistrées au cours de l'année précédente et de l'utilisation d'une plateforme de prise de rendez-vous en ligne (part forfaitaire auparavant avec part variable en fonction du nombre de demandes enregistrées).

Elargissement du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (DPEL)

La DPEL comprend une part destinée aux communes de moins de 1 000 habitants sous conditions et deux parts spécifiques compensant les frais de garde et les frais de protection fonctionnelle des élus locaux des communes de moins de 3 500 habitants.

La loi de finance pour 2024 étend la part « protection fonctionnelle » aux communes de moins de 10 000 habitants. Les montants ne sont cependant à ce jour pas publiés.

Investissement local

En 2024, les dotations d'investissements prévues concernant les communes et EPCI sont établies à 1,8 milliards d'euros dont 1,04 milliards pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), 570 millions pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et 150 millions pour la dotation politique de la ville (DPV).

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, la loi de finances prévoit également un verdissement de ces dotations avec des objectifs de financements de projets (20% pour la DETR, 30% pour la DSIL).

Fiscalité locale

Indice des prix à la consommation harmonisé

Le glissement de l'indice des prix à la consommation harmonisé est constaté à hauteur de 3,9% de novembre 2022 et novembre 2023, annonçant ainsi une revalorisation d'autant des valeurs locatives cadastrales 2024.

Une importante revalorisation de ces valeurs ainsi est constatée depuis quelques années, après 3,5% en 2022 et 7,1% en 2023.

Le chantier de l'actualisation de ces valeurs est cependant repoussé à 2026.

Fiscalité des résidences secondaires et dérogations à la règle de lien

Pour les communes, si taux de THRS < 75% de la moyenne constatée pour l'ensemble des communes du département, elles peuvent majorer leur taux avec une double condition :

- leur nouveau taux ne doit pas dépasser 75 % du taux moyen des communes du département,
- l'évolution ne doit pas être supérieure à 5 % du taux moyen des communes du département.

Aménagement de la fiscalité des logements sociaux

Dans un objectif d'incitation d'importantes rénovations des logements sociaux, la loi de finances pour 2024 exonère de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements sociaux ayant fait l'objet d'une importante rénovation au même titre que les programmes neufs de logements sociaux. Cette exonération sera compensée par l'État, en se basant sur le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2023. L'exonération de 15 ans commence l'année suivant l'achèvement des travaux. Pour bénéficier de cette exonération, plusieurs critères sont à respecter. L'exonération sera portée à 25 ans si la demande d'agrément est réalisée entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Valeurs locatives des locaux professionnels

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte prévue initialement en 2023. Avec un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, la LFI 2023 a décalé à 2025 la prise en compte de cette actualisation. Afin de poursuivre les réflexions sur les impacts de l'actualisation, la LFI repousse à 2026 la révision des valeurs locatives des locaux professionnels.

Budget vert

Pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, la loi de finance pour 2024 introduit une obligation de se doter d'un « budget vert » et d'une « dette verte ». Ainsi, le compte administratif ou le compte financier unique de ces collectivités doit désormais, et à compter de l'exercice 2024, comporter un état annexé dénommé « impact du budget pour la transition écologique ».

Cet état présentera ainsi les dépenses d'investissement qui contribuent positivement ou négativement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France conformément au règlement 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement 2019/2088.

Un modèle devra être proposé par un arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget à l'issue d'une concertation avec les associations d'élus.

Compte financier unique

Le compte financier unique (CFU) a pour objectifs de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, améliorer la qualité des comptes. Il a vocation à devenir, à partir de l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens, en remplaçant le compte de gestion et le compte administratif préalablement votés.

Son expérimentation ouverte par la loi de finances pour 2019 sur la période 2020-2023 a donné lieu à un bilan remis par le Gouvernement au Parlement. Sur la base des constats positifs et des propositions formulées, la loi de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026.

III - Situation et orientations budgétaires de la collectivité

La présentation ci-après concerne le budget principal Ville, une consolidation du budget principal et des budgets annexes étant présentée en fin d'exposé. De plus, l'exercice 2023 n'étant pas clôturé, les chiffres présentés pourront subir de légères modifications.

1 - Les recettes de fonctionnement

D'un montant global estimé à ce jour à 9 503k€, elles se composent notamment de la fiscalité, des dotations de l'Etat, du produit des services et du domaine et de produits de gestion divers. Elles se répartissent comme suit :

| Recettes | Réalisation | | | | | Prévision 2024 | soit % des recettes de fonctionnement |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | |
| Atténuation charges | 12 496 € | 21 219 € | 8 584 € | 27 513 € | 75 310 € | 15 000 € | 0,16 |
| Produits des services | 271 938 € | 277 521 € | 269 127 € | 303 272 € | 331 350 € | 370 816 € | 3,90 |
| Impôts et taxes | 6 019 934 € | 6 116 125 € | 6 278 292 € | 6 551 704 € | 6 791 955 € | 6 923 701 € | 72,86 |
| Dotations et participations | 2 174 235 € | 2 054 571 € | 1 897 144 € | 1 918 953 € | 2 026 979 € | 1 897 597 € | 19,97 |
| Autres produits de gestion | 97 970 € | 151 327 € | 124 565 € | 181 479 € | 291 930 € | 260 766 € | 2,74 |
| Produits financiers | 79 € | 4 € | 59 € | 69 € | 144 € | 0 € | 0,00 |
| Produits spécifiques | 200 799 € | 584 525 € | 54 446 € | 281 278 € | 323 145 € | 0 € | 0,00 |
| Reprise sur provisions | 116 490 € | 0 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0,00 |
| Recettes réelles | 8 893 941 € | 9 205 292 € | 8 632 216 € | 9 264 268 € | 9 840 814 € | 9 467 880 € | 99,63 |
| Recettes ordre | 994 242 € | 509 157 € | 90 885 € | 40 027 € | 29 747 € | 35 000 € | 0,37 |
| Total | 9 888 183 € | 9 714 449 € | 8 723 101 € | 9 304 296 € | 9 870 560 € | 9 502 880 € | 100,00 |

A ce stade, les dotations de l'Etat ont été estimées en fonction des éléments connus.

○ La fiscalité (Etat 2023 : 1288M)

| Taxe habitation | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Bases | 9 548 424 € | 9 819 406 € | 10 044 228 € | 1 139 337 € | 1 124 058 € | 1 727 196 € |
| Evolution bases | 0,22% | 2,76% | 2,24% | -88,66% | -1,34% | 53,66% |
| Taux | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 | 13,06 |
| Produit | 1 247 023 € | 1 282 414 € | 1 311 776 € | 148 797 € | 146 802 € | 225 572 € |
| Foncier bâti | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Bases | 9 913 893 € | 10 185 498 € | 10 305 421 € | 9 865 144 € | 10 251 700 € | 10 869 204 € |
| Evolution bases | 2,72% | 2,67% | 1,16% | -4,27% | 3,92% | 6,02% |
| Taux | 31,12 | 31,12 | 31,12 | 52,62 | 52,62 | 52,62 |
| Produit dont lissage | 3 085 204 € | 3 170 441 € | 3 204 485 € | 5 219 769 € | 5 416 977 € | 5 731 438 € |
| Effet du coefficient correcteur | | | | | - 873 922 € | - 915 337 € |
| Foncier non bâti | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Bases | 102 257 € | 112 425 € | 109 478 € | 105 848 € | 110 038 € | 138 771 € |
| Evolution bases | 4,45% | 9,04% | -2,69% | -3,32% | 3,96% | 26,11% |
| Taux | 58,12 | 58,12 | 58,12 | 58,12 | 58,12 | 58,12 |
| Produit | 59 432 € | 65 341 € | 63 629 € | 61 519 € | 63 954 € | 80 654 € |
| Total produit | 4 391 659 € | 4 518 196 € | 4 579 890 € | 5 430 085 € | 4 753 811 € | 5 122 327 € |
| | 8,44% | 2,78% | 1,36% | 18,56% | -12,45% | 7,75% |

Pour 2024, les hypothèses retenues en matière d'évolution des bases de fiscalité locale correspondent à un **enrichissement des bases de taxes foncières sur les propriétés bâties de + 3,9%, conformément à la loi de finances 2024 et au maintien des taux de fiscalité fixés par le Conseil municipal.**

Ainsi, dans l'attente de l'état 1259 pour 2024 et au regard de ces éléments, **le montant prévisionnel du produit fiscal 2024 est de 5 350 599 € :**

| | Bases réelles 2023 (1288M) | Bases prévisionnelles 2024 (enrichissement de 3,90%) | Taux de fiscalité 2024 (conformes 2023) | Soit total produit estimé 2024 |
|--|----------------------------------|--|---|--------------------------------------|
| Foncier bâti ¹ | 10 869 204 € | 11 293 103 € | 52,62 % | 5 942 431 € |
| Foncier non bâti | 138 771 € | 144 183 € | 58,12 % | 83 799 € |
| Taxe habitation résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à usage d'habitation, y compris logements vacants | 1 727 196 € | 1 794 557 € | 13,06 % | 234 369 € |
| <i>Coefficient correcteur prévisionnel</i> | | | | -910 000 € |
| Soit total produit fiscal 2024 | | | | 5 350 599 € |

¹ L'état 1259 représente un état prévisionnel par lequel la commune fait connaître les décisions relatives aux taux et aux produits de fiscalité, à l'appui des informations indispensables du budget communiquées par la DGFIP.

○ L'attribution de compensation

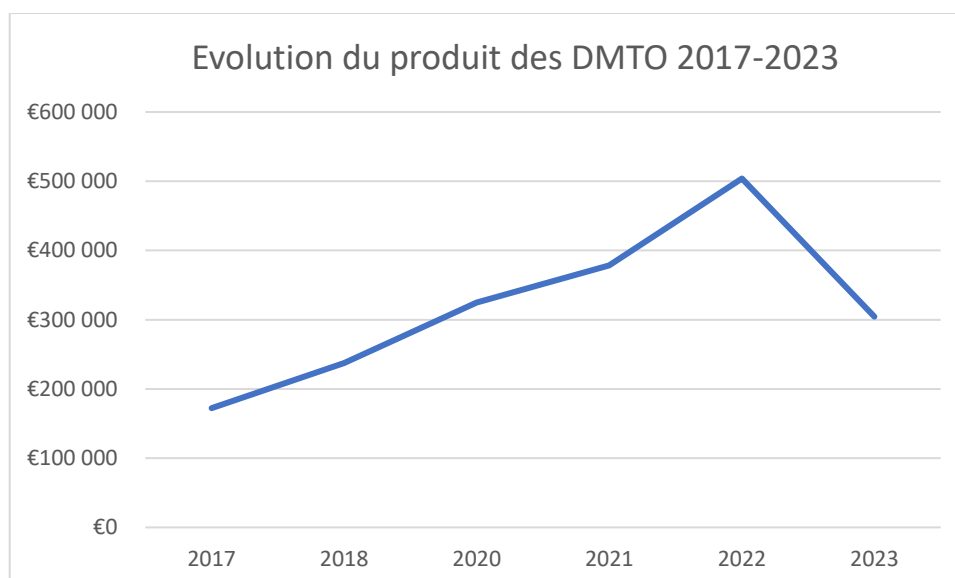
Le montant de l'attribution de compensation versée par la Communauté de communes évolue en fonction des compétences transférées. Pour 2024, aucune nouvelle compétence n'est à prendre en compte dans le calcul.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|---------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| Montant | 995 299 € | 1 106 503 € | 1 007 603 € | 1 008 394 € | 1 009 182 € | 1 032 647 € | 1 035 102 € |

○ Les principales autres taxes

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP prévisionnel 2024 |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------------|
| DMTO | 378 633 € | 503 911 € | 304 388 € | 250 000 € |
| TLPE | 154 334 € | 124 975 € | 154 282 € | 150 000 € |
| Taxes sur les pylônes | 7 803 € | 2 600 € | 8 400 € | 8 000 € |
| Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales | 92 366 € | 91 174 € | 83 251 € | 90 000 € |
| Autres impôts locaux | 1 931 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL | 635 067 € | 722 600 € | 550 321 € | 498 000 € |

S'agissant des DMTO, après trois années d'une augmentation sans précédent, la prévision 2024 se veut davantage prudente au regard de la diminution du nombre de biens disponibles sur le marché immobilier et correspond à une diminution conforme aux projections nationales (environ -20% ajustés).

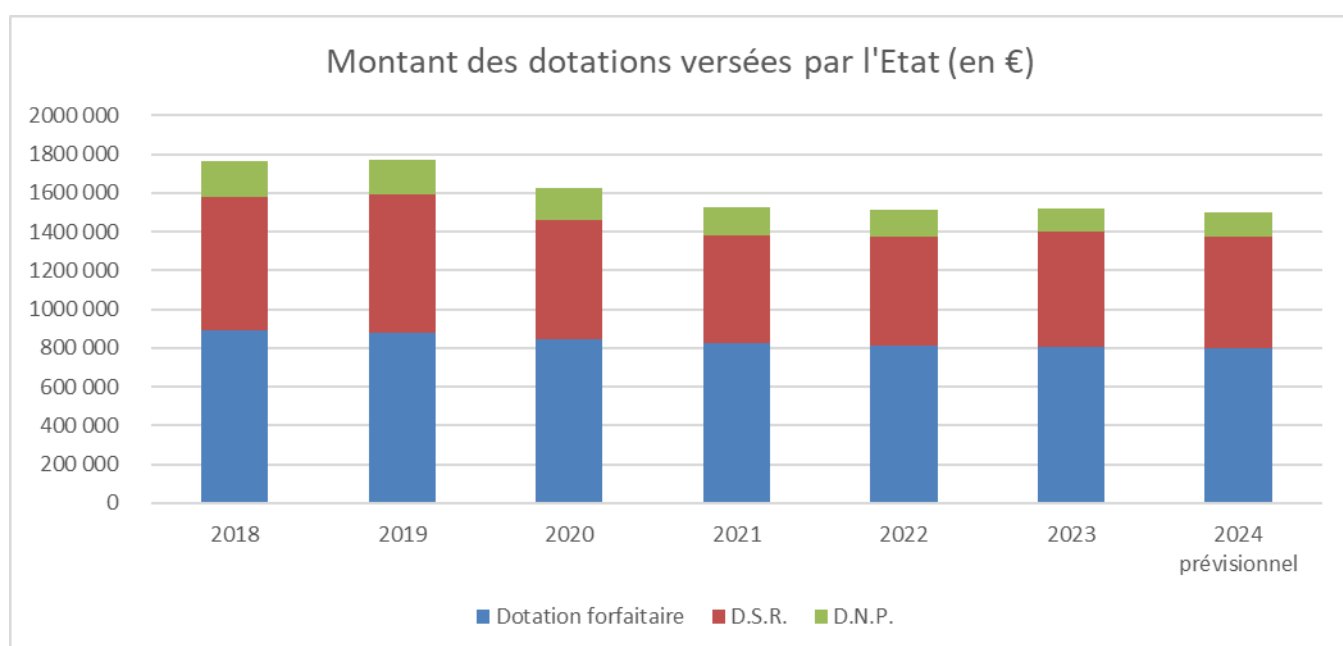


○ Les principaux concours financiers versés par l'Etat

Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 prévisionnel |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Dotation forfaitaire | 893 472 | 881 063 | 843 464 | 825 881 | 811 798 | 806 291 | 800 000 |
| D.S.R. | 688 997 | 711 882 | 617 824 | 552 366 | 566 002 | 596 301 | 575 000 |
| D.N.P. | 181 832 | 180 521 | 164 297 | 147 867 | 133 081 | 119 773 | 125 000 |
| Total | 1 764 301 | 1 773 466 | 1 625 585 | 1 526 114 | 1 510 881 | 1 522 365 | 1 500 000 |

A titre indicatif, la DGF a fortement diminué depuis 2020 en l'absence de Dotation de Solidarité Rurale (DSR). Depuis 2017, la Ville a en effet bénéficié de la fraction cible, destinée aux 10 000 communes les plus défavorisées parmi celles éligibles à au moins l'une des deux premières fractions. Depuis 2020, la Ville n'est plus éligible à la fraction cible. Elle a néanmoins perçu 50 % de la fraction cible perçue en 2019 comme le prévoyait la PLF 2020.



A ce stade, au regard des années antérieures et en raison de la diminution du nombre d'habitants définie par l'INSEE pour la commune au 1^{er} janvier 2024, une hypothèse prudente a été retenue s'agissant des dotations prévisionnelles 2024.

○ Les autres recettes

La présente prévision intègre également diverses ressources autres et notamment ci-après mentionnées :

- Produits des services et du domaine comprenant :
 - le produit des régies : école de musique, médiathèque, musée, droits de place, location de salles et de matériels,
 - le produit des loyers,
- Remboursement de frais de personnel des budgets annexes,
- FCTVA sur fonctionnement,
- Reversement (CDC) et refacturations (taxes ordures ménagères),
- Subventions exceptionnelles versées pour projets,
- Amortissement des subventions (opération d'ordre),
- Autres produits exceptionnels (remboursements sinistres).

2 – Les dépenses de fonctionnement

A ce stade, d'un montant global de 9 229 k€ hors virement à la section d'investissement, les dépenses de fonctionnement se composent comme suit :

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | Dotations 2023 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel | soit % des dépenses de fonctionnement |
|------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|---------------------------------------|
| Dépenses à caractère général | 1 724 260 € | 1 649 616 € | 1 541 842 € | 1 883 784 € | 2 391 277 € | 2 127 889 € | 2 280 354 € | 24,71 |
| Charges de personnel | 3 904 523 € | 3 902 318 € | 4 094 511 € | 4 429 644 € | 4 663 553 € | 4 660 129 € | 4 888 000 € | 52,96 |
| Atténuation de produits | 3 080 € | 4 789 € | 3 204 € | 4 084 € | 60 909 € | 58 617 € | 5 000 € | 0,05 |
| Autres charges de gestion | 906 778 € | 944 006 € | 1 011 596 € | 1 289 652 € | 1 421 741 € | 1 208 505 € | 1 325 941 € | 14,37 |
| Frais financiers | 287 123 € | 143 255 € | 112 479 € | 98 033 € | 142 747 € | 141 871 € | 178 404 € | 1,93 |
| Charges spécifiques | 537 137 € | 72 484 € | 53 967 € | 31 880 € | 3 500 € | 1 544 € | 1 500 € | 0,02 |
| Provisions | 18 340 € | 8 340 € | 12 500 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0,00 |
| Dépenses réelles | 7 381 241 € | 6 724 808 € | 6 830 098 € | 7 737 077 € | 8 683 727 € | 8 198 554 € | 8 679 199 € | 94,04 |
| Opérations d'ordre | 1 681 106 € | 1 545 908 € | 661 928 € | 729 438 € | 925 773 € | 845 542 € | 550 000 € | 5,96 |
| Dépenses totales | 9 062 347 € | 8 270 716 € | 7 492 026 € | 8 466 516 € | 9 609 499 € | 9 044 097 € | 9 229 199 € | 100,00 |

- Les charges à caractère général

Ces dépenses regroupent notamment les achats divers, énergie, carburant, fournitures diverses, entretien de bâtiments, matériels, terrains et divers contrats de maintenance et représentent 24,71 % des dépenses totales de fonctionnement pour 2024.

En 2023, ce chapitre a été fortement impacté par l'augmentation prévisionnelle des dépenses de gaz et d'électricité comme en atteste le tableau ci-dessous :

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|--------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|
| Gaz | 107 392 € | 98 027 € | 116 381 € | 124 825 € |
| Electricité | 191 303 € | 236 721 € | 352 136 € | 374 475 € |
| Total | 298 695 € | 334 748 € | 468 517 € | 499 300 € |

Dans l'attente de la conclusion de nouveaux marchés publics à échéance 1^{er} janvier 2025, la prévision 2024 sur ce poste reste conséquente.

- Les charges de personnel

Les dépenses de personnel représentent le premier poste de dépenses soit 52,96 % des dépenses totales de fonctionnement. Déduction faite de la participation de l'Etat pour les emplois aidés et des remboursements sur rémunérations, le seuil se situe à 51,97 %. Ces dépenses prennent en compte le personnel lié aux activités des budgets annexes (Transports, Salle de spectacles EDEN et Assainissement) et donnent lieu à refacturation annuelle.

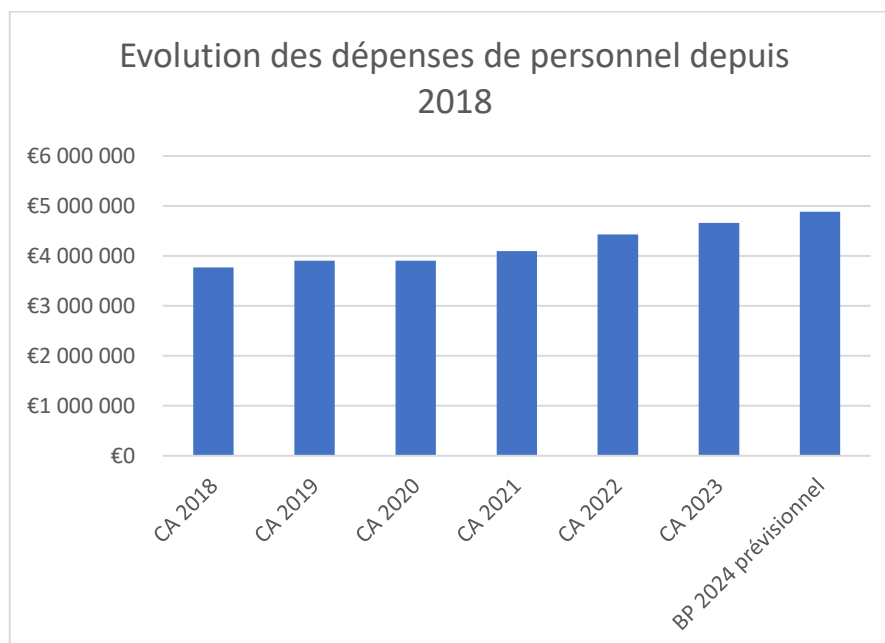
Le budget prévisionnel de la Ville augmente ainsi de 6,55% par rapport au budget primitif 2023 et de 4,88% par rapport au compte administratif 2023. L'augmentation de ce poste correspond principalement aux éléments suivants envisagés sur 2024 :

- Effet année pleine de l'augmentation de la valeur du point d'indice de +1,5%,
- Attribution de 5 points d'indice aux agents titulaires et en CDD de droit public en année pleine,
- Revalorisation de la prime annuelle ISEO des assistants et du professeur d'enseignement artistiques,
- Revalorisation de la prime annuelle IFSE versée aux agents dans le cadre de la révision générale quadriennale,
- Revalorisation de certains IFSE individuels en effet année pleine,
- Recrutement de cinq agents espaces verts en contrat PEC en contrepartie d'un poste titulaire, d'un chargé de mission développement durable en CDD (auparavant ambassadeur) et budgétisation en année pleine de deux postes en renfort au CTM et au pôle des affaires générales,
- Heures supplémentaires pour les prochaines élections européennes.

De nombreuses mesures favorables aux agents de la collectivité sont ainsi intégrées en application de la réglementation (point indice) et des choix de la municipalité (revalorisation IFSE notamment). L'augmentation est cependant limitée en raison de moindres dépenses prévisionnelles sur 2024 telles le gel d'un poste permanent en année pleine, de recrutements différés en cours d'année et de mouvements de personnels (départ retraite notamment).

Evolution des dépenses de personnel 2018-2024 :

| | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| Dépenses de personnel | 3 768 219 € | 3 904 523 € | 3 902 318 € | 4 094 511 € | 4 429 644 € | 4 660 129 € | 4 888 000 € |
| Dépenses totales* | 7 719 266 € | 7 381 241 € | 8 270 716 € | 7 492 026 € | 8 466 516 € | 9 044 097 € | 9 229 199 € |
| | 48,82% | 52,90% | 47,18% | 54,65% | 52,32% | 51,53% | 52,96% |
| <i>*y compris opérations d'ordre, hors virement à la section de fonctionnement</i> | | | | | | | |



○ Les subventions

Le montant prévisionnel des subventions versées aux associations s'élève à 338 782 €.

| | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|--------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|
| Associations | 240 704 € | 361 416 € | 275 019 € | 282 960 € | 334 021 € | 348 982 € | 338 782 € |
| EPCC | 90 000 € | | | | | | |
| Total | 330 704 € | 361 416 € | 275 019 € | 282 960 € | 334 021 € | 348 982 € | 338 782 € |

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|
| Transports | 28 402 € | 53 542 € | 45 523 € | 48 535 € | 47 930 € | 61 987 € |
| Bâtiment commercial | 31 903 € | | | | | |
| Salle spectacles EDEN | 103 856 € | 195 577 € | 220 574 € | 430 319 € | 300 370 € | 325 811 € |
| Total | 164 161 € | 249 119 € | 266 098 € | 478 854 € | 348 300 € | 387 798 € |

A ce stade, en 2023, le montant des subventions prévues pour l'équilibre des budgets annexes (transports et Salle de spectacle EDEN) s'élève à 348 300 €. Ces montants seront ajustés lors de la reprise des résultats 2023 des budgets annexes.

La subvention accordée à l'EDEN est en légère augmentation en 2024 en raison notamment de l'amortissement des nouveaux travaux réalisés et de l'impact des mesures règlementaires liées au point d'indice.

○ Les charges financières

Après plusieurs années d'efforts afin de ne pas contracter d'emprunt et au regard des investissements réalisés par la Ville, la Ville n'a repris la conclusion d'emprunts qu'à compter de 2021.

Sur 2024, le montant prévisionnel des frais financiers s'élève à 178 404 €, intégration faite des intérêts courus non échus (ICNE) :

| Réalisé | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 prévisionnel |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|----------------------|
| Frais financiers | 207 598 € | 287 123 € | 143 255 € | 112 479 € | 98 033 € | 141 871 € | 178 404 € |

L'augmentation prévisionnelle est principalement due au contexte inflationniste, impactant le montant des intérêts pour les emprunts à taux variable contractés par la Ville, estimés avec l'appui du cabinet de conseil Orféor, dans un souci de prudence (cf. *La charge budgétaire 2024 prévisionnelle tous budgets*).

○ Les autres dépenses de fonctionnement

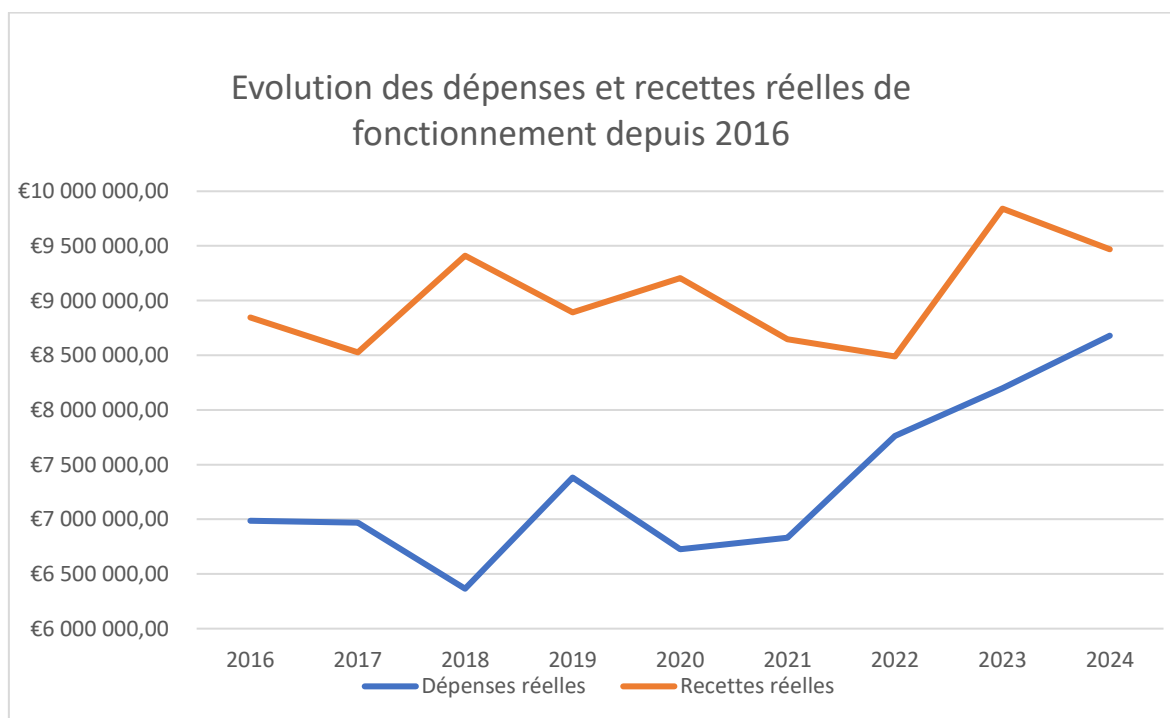
Les autres dépenses de fonctionnement comprennent notamment :

- la participation versée au SDIS, pour 2024 à hauteur de 289 944 €,
- les indemnités versées aux Elus et la formation pour un montant total de 157 158 €,
- les dotations aux amortissements à hauteur de 550 000 €.

| | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | BP prévisionnel 2024 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------------|
| Contingent SDIS | 280 000 € | 241 230 € | 267 742 € | 266 193 € | 268 834 € | 280 659 € | 289 944 € |
| Assemblée locale | 129 049 € | 128 047 € | 137 863 € | 149 173 € | 146 288 € | 148 132 € | 157 158 € |
| Dotations aux amortissements | 505 476 € | 535 045 € | 480 133 € | 561 960 € | 479 228 € | 519 770 € | 550 000 € |

o Synthèse du fonctionnement

Le graphique ci-dessous présenté montre l'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement pour 2024. **Il s'agit d'une estimation au stade du DOB.** Le contexte inflationniste susmentionné et les surcoûts statutaires induits ont dès lors un impact conséquent sur l'excédent prévisionnel 2024, qui se trouve fortement réduit.



Aux recettes 2024, il convient d'ajouter le résultat de l'exercice 2023 qui sera ajusté lors de la reprise au budget primitif 2024.

Pour 2024, la structure du fonctionnement se présente dès lors comme suit :

| | |
|--------------------------|----------------------------------|
| Recettes | 9 502 880 € |
| Dépenses | <u>9 229 199 €</u> |
| Excédent dégagé | 273 681 € |
| Reprise du résultat 2023 | 988 846 € (à ajuster à ce stade) |

Soit un autofinancement de 1 262 527 €

Malgré un excédent dégagé plus faible que les années passées, **l'autofinancement reste élevé du fait de la reprise du résultat prévisionnel 2023.**

3 - Section d'investissement

○ Les recettes d'investissement

Pour 2024, les recettes d'investissement sont, à ce stade, les suivantes :

| | |
|--------------------------------|-------------|
| ▪ Taxe d'aménagement | 50 000 € |
| ▪ FCTVA | 110 000 € |
| ▪ Dotations aux amortissements | 550 000 € |
| ▪ Autofinancement | 1 262 527 € |
| ▪ Subventions équipement | 454 844 € |
| ▪ Emprunt | 1 000 133 € |
| ▪ Avance remboursable | 20 000 € |
| ▪ Intégrations SDEER | 25 000 € |

Soit un total de 3 472 504 €

○ Les dépenses d'investissement

Les dépenses hors reports sont composées des éléments suivants :

- | | |
|--|-----------|
| • Remboursement du capital de la dette | 930 300 € |
| • Cautions | 300 € |
| • Amortissement des subventions | 35 000 € |
| • Intégrations SDEER | 25 000 € |
| • Avance remboursable | 20 000 € |
| • Attribution compensation versée | 13 530 € |
- Les dépenses d'équipement et acquisitions foncières d'un montant global estimé à ce stade à **2 448 374 €** seront notamment financées par l'autofinancement à hauteur de 1 262 527 €, d'un emprunt de 1 000 133 € ainsi que par les subventions des différents partenaires (Etat, Région, Département, etc.) pour un montant global 454 844 €.
 - Outre les programmes récurrents : réfection de trottoirs, travaux de bâtiments, acquisition de matériel et mobilier et des compléments de crédits sur les projets initiés, le programme portera à ce stade essentiellement sur des aménagement du parking de la gare routière (85k€), l'acquisition de la Maison de Santé pluridisciplinaire (354k€), des travaux relatifs à la passerelle du plan d'eau (220k€), la réhabilitation de la guinguette du plan d'eau (200k€), la maîtrise d'œuvre de la refonte du circuit permanent du Musée (120k€) ainsi que la financement des crédits de paiement du projet de requalification de la place du Marché et de la rue de l'Hôtel de Ville.

○ Programmation pluriannuelle des investissements

Au-delà des investissements 2024 susmentionnés, cette année sera ainsi marquée par la poursuite d'une programmation pluriannuelle via une autorisation de programme (AP) pour la requalification de la place du Marché et de la rue de l'Hôtel de Ville.

Ainsi, conformément à la délibération n°20231130-D21 du 30 novembre 2023, l'AP/CP est prévue comme suit :

| | Chapitre budgétaire | Montant TTC de l'AP/CP après révision |
|-------------------------------|------------------------|--|
| Montant global de l'AP | | 1 530 000 € |
| CP année 2023 | 20 | 45 000 € |
| | 23 | 26 000 € |
| CP année 2024 | 23 | 1 027 500 € |
| CP année 2025 | 23 | 431 500 € |

Cette prévision fera l'objet d'une actualisation suite au vote du compte administratif 2023 afin d'indiquer les sommes réellement mandatées sur l'exercice et celles faisant ainsi l'objet d'un lissage (réaffectation des sommes non mandatées en 2023 sur 2025).

Une programmation pluriannuelle via AP/CP sera également envisagée en 2024 concernant les travaux de refonte de la collection permanente du Musée des Cordeliers et fera l'objet d'une délibération dédiée postérieure.

○ La dette

La gestion active de la dette et le désendettement engagé depuis 2017 permettent à nouveau de recourir à l'emprunt sur l'exercice 2024 à hauteur d'un million d'euros.

▪ **Situation de l'encours de la dette au 1^{er} janvier 2024**

La dette de la Ville présente, tous budgets cumulés (budget principal et budget annexe assainissement) au 1^{er} janvier 2024, les caractéristiques suivantes :

| | 01/01/2023 | 01/01/2024 | Variation exercice | |
|---------------------|---------------|----------------|--------------------|---|
| Encours | 5 874 301,04 | 5 802 176,94 | -72 124,10 | ↘ |
| Nbre d'emprunts | 18 | 19 | 1 | ↗ |
| Durée résiduelle | 9 ans 6 mois | 10 ans 10 mois | + 1 an 4 mois | ↗ |
| Vie moy. Résiduelle | 4 ans 10 mois | 5 ans 6 mois | + 8 mois | ↗ |
| Taux moyen annuel | 1,84% | 2,44% | + 0,60% | ↗ |
| Taux act. Résiduel | 2,80% | 2,89% | + 0,09% | ↗ |
| Taux de marché | 2,52% | 3,11% | + 0,59% | ↗ |
| Marge moyenne | 1,13% | 1,13% | + 0,00% | → |

Au 1^{er} janvier 2024, l'encours consolidé de la Ville s'élèvera à 5,802 millions d'euros, soit un désendettement supérieur à 72k€ sur l'exercice. Le tirage de l'emprunt 2023 de 850 000 € est compensé par 922k€ d'amortissement contractuel tous budgets.

Les indicateurs de durées s'élèvent sensiblement avec le nouvel emprunt souscrit sur 20 ans. Toutefois, une vie moyenne à 5,5 ans est plutôt courte. La Ville peut à ce jour se permettre cet allongement de maturité malgré un léger surcoût pour reprofiler un peu son extinction et ne pas surcharger la fin de mandat.

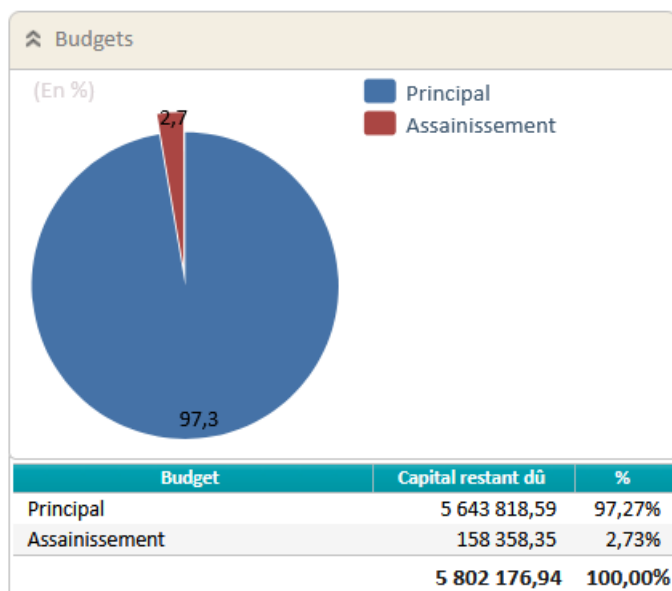
L'exercice 2023 se termine avec un taux moyen de 2,44%, très inférieur au contexte de marché mais en nette hausse par rapport à 2022.

La répartition est la suivante :

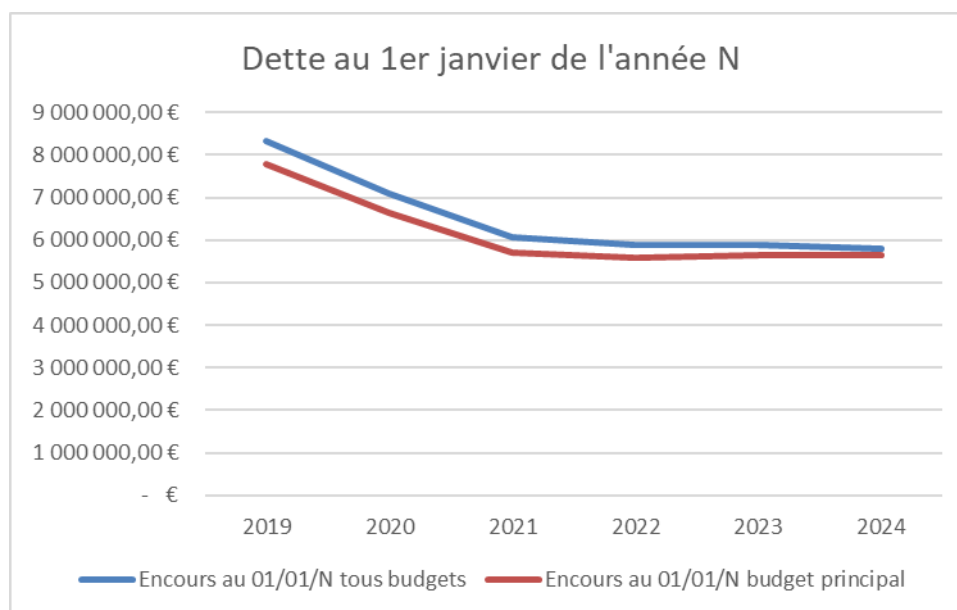
| | CRD* au 01/01/2020 | CRD* au 01/01/2021 | CRD* au 01/01/2022 | CRD* au 01/01/2023 | CRD* au 01/01/2024 |
|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Budget principal Ville | 6 647 148 € | 5 702 010 € | 5 593 825 € | 5 649 189 € | 5 643 819 € |
| Transports | 12 000 € | 6 000 € | | | |
| Assainissement | 425 375 € | 358 621 € | 291 867 € | 225 113 € | 158 358 € |
| Total | 7 084 523 € | 6 066 631 € | 5 885 692 € | 5 874 301 € | 5 802 177 € |

*Capital restant dû hors cautions

Au montant de l'encours susmentionné, s'ajoute le montant des cautions pour 4 517 € au 01/01/2024, soit un total de 5 806 694 €. Ces cautions seront par ailleurs augmentées de 300 € sur l'exercice 2024.

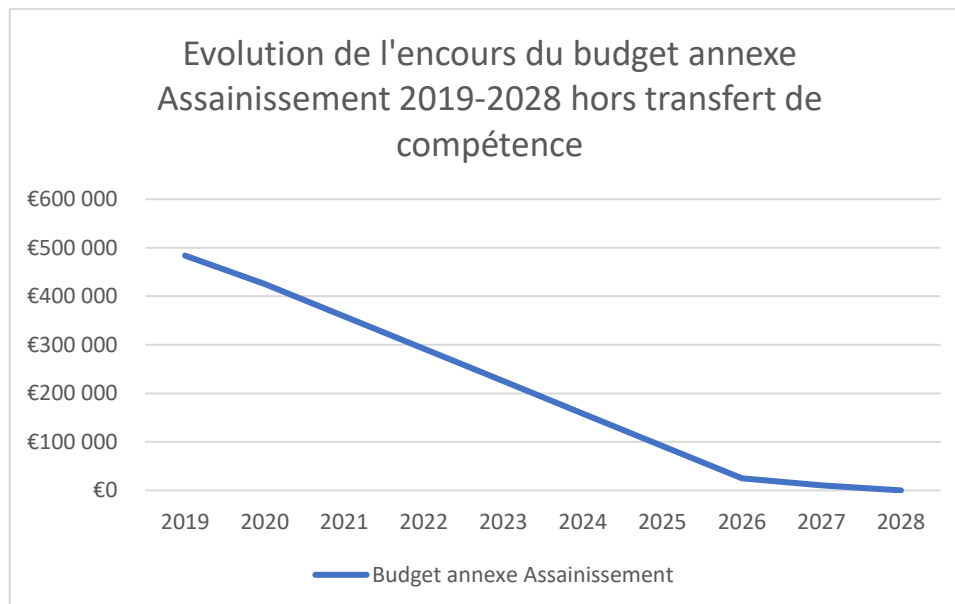


▪ Evolution de l'encours de la dette depuis 2019



L'encours du budget principal correspond au 1^{er} janvier 2024 à 97,27 % de l'encours total de la Ville. Il correspondra à la totalité de l'encours suite au transfert obligatoire de la compétence assainissement à compter du 1^{er} janvier 2026.

En l'absence de transfert, l'encours relatif au budget annexe assainissement aurait été remboursé en totalité courant 2027 :



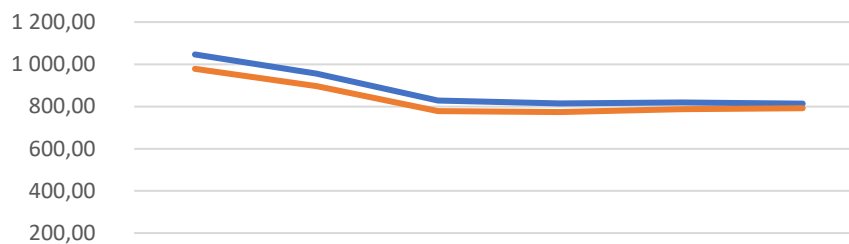
- **Evolution de l'encours de la dette au 1^{er} janvier par habitant de 2019 à 2024. La moyenne de la strate par habitant au 31 décembre 2022 est de 782 €² pour le budget principal seul.**

Le ratio de dette par habitant est établi sur la base de la population totale résultant du recensement. Ainsi, conformément à la fiche INSEE du 8 décembre 2023 relative au recensement de la population, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024, la population retenue dans le calcul du ratio 2024 est la population légale actualisée au 1^{er} janvier 2021, soit 7 131 habitants.

La population totale est la somme de la population municipale (6 705 habitants) et de la population comptée à part (426 habitants).

² Données issues du site collectiviteslocales.gouv.fr, « Comptes individuels des communes à partir de 2000 ».

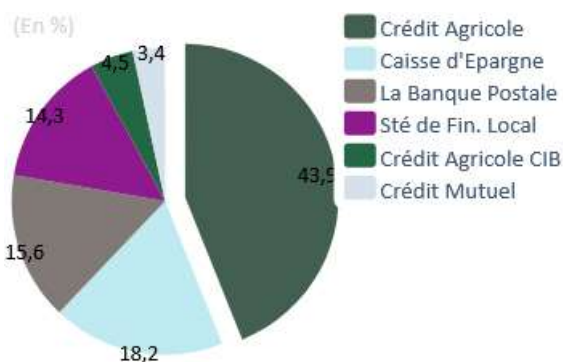
Dette par habitant en euros au 01/01/N



| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|----------|--------|--------|--------|--------|--------|
| — soit dette tous budgets par habitant | 1 046,58 | 955,17 | 828,55 | 814,07 | 819,06 | 813,66 |
| — soit dette budget principal par habitant | 978,54 | 896,20 | 778,75 | 773,70 | 787,67 | 791,45 |

— soit dette tous budgets par habitant — soit dette budget principal par habitant

▪ La répartition par prêteur au 1^{er} janvier 2024 est la suivante :



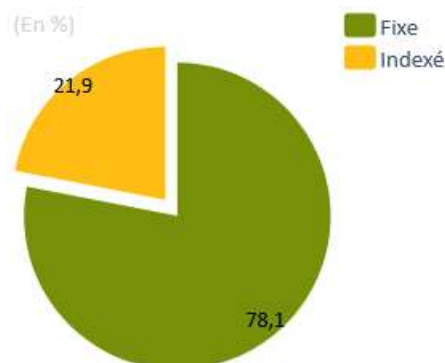
| Situation au | 01/01/2023 | | 01/01/2024 | | |
|---------------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---|
| | Encours | % | Encours | % | |
| Prêteur | | | | | |
| Crédit Agricole | 1 807 500,00 | 30,77% | 2 548 333,32 | 43,92% | ↗ |
| Caisse d'Epargne | 1 221 582,60 | 20,80% | 1 055 683,46 | 18,19% | ↘ |
| Sté de Fin. Local | 1 210 232,73 | 20,60% | 831 180,36 | 14,33% | ↘ |
| La Banque Postale | 1 044 333,52 | 17,78% | 905 666,88 | 15,61% | ↘ |
| Crédit Agricole CIB | 327 541,87 | 5,58% | 263 980,16 | 4,55% | ↘ |
| Crédit Mutuel | 263 110,32 | 4,48% | 197 332,76 | 3,40% | ↘ |
| Total | 5 874 301,04 | 100,00% | 5 802 176,94 | 100,00% | |

En 2023, comme en 2021 et 2022, le Crédit Agricole a présenté l'offre la plus avantageuse pour la Ville. Pour la troisième année consécutive, l'établissement mutualiste a été retenu pour financer les investissements de l'exercice. Au 1er janvier 2024, le Crédit Agricole renforce ainsi sa position de leader et s'approche des 50% d'encours détenus (avec CACIB).

Le groupe de financement public (Banque Postale + SFIL) atteint seulement 30%. La Banque Postale pourra de nouveau se placer les prochaines années, mais encore faut-il que les conditions offertes soient à la hauteur.

Caisse d'Épargne et Crédit Mutuel dépassent à peine 20% à eux deux. Il y a donc de la place pour de nouveaux encours sous réserve d'offres avantageuses proposées.

▪ **La répartition par taux au 1^{er} janvier 2024 :**

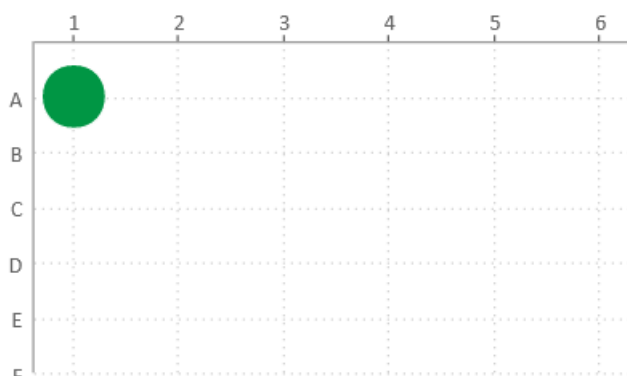


| Situation au | 01/01/2023 | | 01/01/2024 | | |
|--------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---|
| Indice | | | | | |
| Fixe | 4 312 954,93 | 73,42% | 4 529 415,94 | 78,06% | ↗ |
| Indexé | 1 561 346,11 | 26,58% | 1 272 761,00 | 21,94% | ↘ |
| Total | 5 874 301,04 | 100,00% | 5 802 176,94 | 100,00% | |

Après 3 ans de recours au taux fixe, la Ville est très majoritairement sécurisée, à hauteur de 78% (+5% sur 1 an, +14% en 3 ans). La part d'emprunt à taux révisable, bien que se réduisant progressivement, n'est pas nulle pour autant. Les Euribor resteront encore quelques mois au niveau actuel (4%) avant de probablement redescendre et apporteront une meilleure performance selon le cabinet Orféor (consultant dette).

L'année 2024 sera sans doute une année de transition inverse à 2022 : les banques centrales devraient assouplir leurs politiques monétaires avec pour conséquence une baisse des taux court et long termes. La part de taux variable résiduelle pourra alors soit être réorientée à taux fixe soit laissée en l'état pour profiter de la baisse. Quelques marges pourront aussi être renégociées.

▪ **La classification « Gissler » :**



| Situation au | 01/01/2023 | | 01/01/2024 | | |
|--------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---|
| Rang | Encours | % | Encours | % | |
| A1 | 5 874 301,04 | 100,00% | 5 802 176,94 | 100,00% | ↘ |
| Total | 5 874 301,04 | 100,00% | 5 802 176,94 | 100,00% | |

Le classement « Gissler » offre une cartographie du risque au sein de l'encours. Elle a été reprise dans la circulaire du 25 juin 2010, encadrant le recours aux emprunts et instruments de couverture, mais aussi depuis 2012 dans les nouvelles annexes budgétaires relatives à la dette.

Cette grille d'analyse est devenue :

- la référence pour apprécier l'exposition d'un encours d'une collectivité locale,
- un outil de communication politique simple (notamment par l'état annexe A2-8),
- un critère important pour le benchmark réalisé par les établissements financiers.

Au 1er janvier 2024, la dette de la Ville de Saint-Jean-d'Angély est intégralement classée 1A depuis l'extinction du prêt en Franc Suisse depuis 2 années.

Ce classement permet à la Ville d'être rassurée sur l'absence de risques financiers pour l'avenir et offre aux banques une image vertueuse.

▪ Opérations menées au cours de l'exercice 2023

Comme prévu au budget primitif 2023, la Ville a lancé une consultation concurrentielle auprès de 4 établissements bancaires pour un emprunt de 850 000 €.

Le Crédit Mutuel n'ayant pas répondu, le taux de couverture est de 300%, en baisse par rapport à 2022 et 2021, la moyenne nationale des collectivités locales s'établissant en 2022 à 408%. Les offres reçues étaient les suivantes :

| Banque | Montant proposé | Validité | Frais dossier | CNU | Mobilisation | Durée | Taux | Base | Profil capital | Périod. | Arbitrage | Rembt. Anticipé | | |
|---|-----------------|------------|---------------|-------|--------------|--|--------|------------|----------------|--------------|-----------|-----------------|---|---|
|  | 850 000 | 15/06/2023 | 0,10% | 850 € | néant | non précisé | 15 ans | Fixe 4,32% | 30/360 | Ech. Cattes | Trim. | sans objet | non précisé | ⊖ |
| | | | | | | | 20 ans | Fixe 4,40% | | | | | | ⊖ |
|  | 850 000 | 30/05/2023 | 0,10% | 850 € | néant | Versements multiples 10% sous 6 mois le solde sous 12 mois | 15 ans | Fixe 3,78% | 30/360 | Capital extt | T/S/A | sans objet | A tout moment sans préavis IRA : semi actu. + 3 mois | ⊖ |
| | | | | | | | 20 ans | Fixe 3,92% | | | | | | ⊕ |
|  | 850 000 | 02/06/2023 | 0,10% | 850 € | 0,10% | Tirages multiples sur 12 mois, €STR+ 1,38% | 15 ans | Fixe 4,14% | 30/360 | Ech. Cattes | Trim. | sans objet | Possible à échéance Prémis 50j IRA: actuarielle | ⊖ |
| | | | | | | | 20 ans | Fixe 4,24% | | | | | | ⊖ |

Le taux d'usure permettant de se positionner à taux fixe et l'Euribor subissant une hausse brutale, les trois banques n'ont proposé que du taux fixe. **Après analyse des conditions, l'offre du Crédit Agricole a ainsi été acceptée, se positionnant devant ses concurrents pour la troisième année consécutive.**

La Ville a réalisé un tirage sur l'exercice 2023 conformément aux critères suivants :

| Banque | Montant | Durée | Taux | Tirage | Profil | Périodicité |
|---|-----------|--------|-----------------|------------|------------------|-------------|
|  | 850 000 € | 20 ans | Taux fixe 3,92% | 20/11/2023 | Cap. Constant | T |

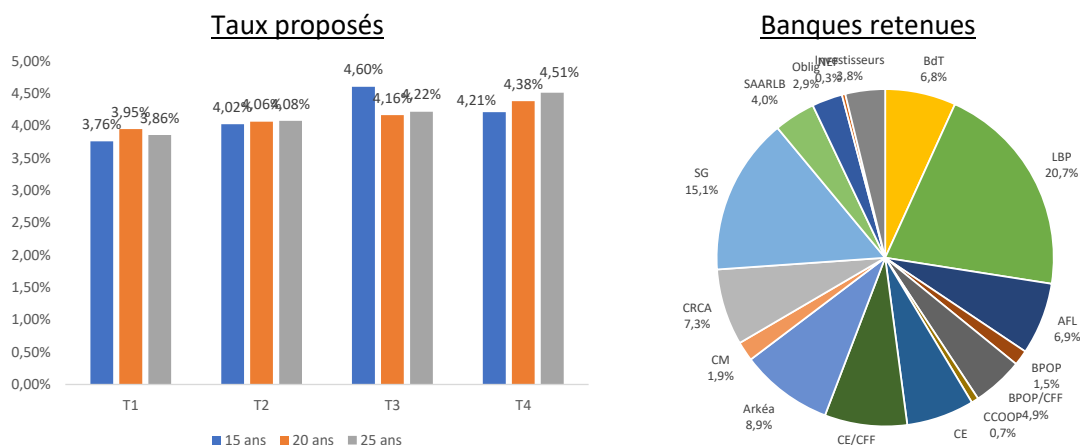
Le taux de 3,92 % pour 2023 est en forte augmentation par rapport aux emprunts contractés les années antérieures par la Ville (0,92% en 2021 et 1,52% en 2022). Il reste cependant inférieur aux conditions financières de la fin d'année 2023.

Le montant du remboursement du capital s'élève à 922 124 € tous budgets confondus. La répartition par budget est la suivante :

- Budget principal : 855 370 €
- Budgets annexes
 - Assainissement 66 754 €

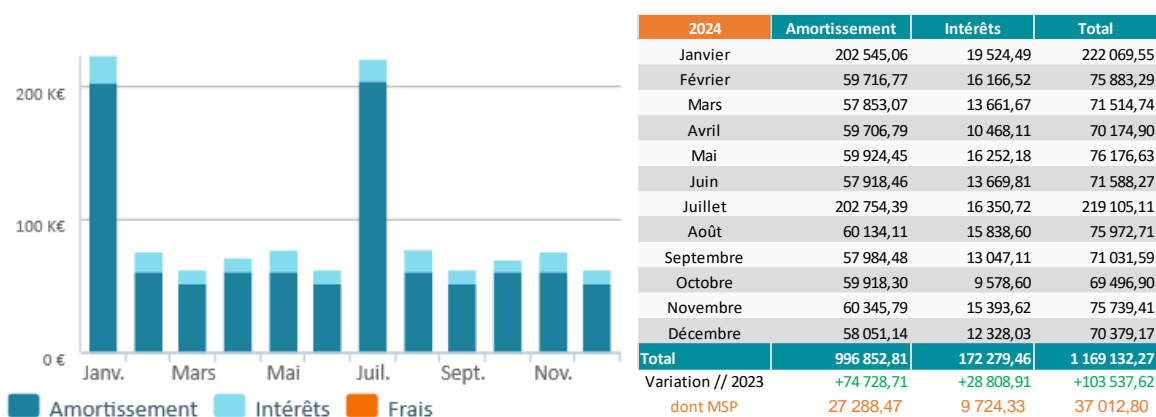
La Ville a ainsi poursuivi son désendettement en 2023 sur le budget principal de la Ville, l'emprunt conclu de 850 000 € étant inférieur au remboursement prévu sur ce même budget (855k€).

En comparaison au regard de l'observatoire de l'offre de crédits en 2023 produit par Orféor :



La charge budgétaire 2024 prévisionnelle tous budgets :

En 2024, l'encours total de la dette est réparti sur deux budgets : budget principal Ville et le budget annexe assainissement.



Les hypothèses Orféor sont les suivantes :

| Budget | Capital | Intérêts | Annuité |
|----------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Principal | 930 098,61 € | 167 456,38 € | 1 097 554,99 € |
| Assainissement | 66 754,20 € | 4 823,08 € | 71 577,28 € |
| Total | 996 852,81 € | 172 279,46 € | 1 169 132,27 € |

Prévision de taux

A ce stade, les marchés envisagent majoritairement des baisses de taux rapides en 2024. Cependant, dans un souci de prudence en termes de charges d'intérêts, il convient d'envisager des valeurs d'Euribor 1 et 3 mois en légère hausse pour absorber une éventuelle dernière hausse de taux directeurs. L'impact de ce rehaussement sur les intérêts est estimé à seulement 3 k€, baisse de l'encours inclus.

| Pour le BP 2024 | Valeur au 12/02/2024 | Hypothèses de taux |
|-----------------|----------------------|--------------------|
| Euribor 1 mois | 3,882% | 4,25% |
| Euribor 3 mois | 3,912% | 4,25% |

La charge prévisionnelle 2024 est ainsi fondée sur une hypothèse d'Euribor 3 mois à 4,25%, soit une hausse sécurisante.

Impact de l'emprunt 2023

L'emprunt souscrit en 2023 produira ses premières échéances en 2024. C'est l'impact le plus important sur le budget à venir avec 42 500 € en capital et 32 243 € en intérêts.

▪ **Emprunt 2024**

Transfert d'emprunt de la SEMIS

En 2024 et conformément à la délibération n°20240125-D5, la Ville procèdera à l'acquisition de la Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) actuellement propriété de la SEMIS.

L'emprunt de la SEMIS est transféré dès l'échéance de mars, la Ville paiera donc sur l'exercice les 4 échéances à la Caisse d'Epargne, soit 27 288 € en capital et 9 724 € en intérêts.

L'encours transféré est de 260 133,23 €, à taux fixe 3,89%. La durée résiduelle est de 8 ans. Cette solution permet de conserver un emprunt dont le taux est proche du marché, sans payer les indemnités de résiliation à la banque (Caisse d'Epargne).

Nouvel emprunt 2024

La Ville a prévu d'inscrire 740 k€ au budget primitif 2024 hors MSP susmentionnée correspondant à son besoin d'emprunt. La position d'attente sera cette année à privilégier selon le cabinet Orféor. Ainsi, souscrit en fin d'année, cet emprunt ne produira pas d'échéance en 2024.

Côté taux d'intérêts, la Ville pourra choisir opportunément entre taux fixe ou taux variable selon la situation du marché du moment. Des alternatives existent par ailleurs pour aller chercher l'optimisation : taux fixe de durée partielle ou taux plancher/plafond sur taux variable par exemple. Ces solutions classées Gissler 1A prennent sens dans la situation actuelle d'incertitude. Les marchés attendent impatiemment une baisse de taux qui tarde à se matérialiser. De ce point de vue, il n'y a donc pas urgence à consulter les banques dès le vote du Budget Primitif, sauf à vouloir sécuriser l'obtention du prêt sans tarder.

Côté liquidité, les banques ont beaucoup distribué en 2023 mais semblent disponibles pour les besoins 2024. Par ailleurs, la Ville a engagé un processus d'adhésion à l'Agence France Locale. A minima, il faudra attendre la concrétisation de l'adhésion pour lancer la consultation concurrentielle. Ainsi, 5 établissements pourront être consultés.

Enfin, au regard des besoins du PPI et des particularités souhaitées pour les emprunts recherchés (mobilisation longue et/ou différé, profil à la carte), la Ville pourra cumuler ses besoins 2024 et 2025 dès cette année pour aller chercher d'autres banques dont les montants d'intervention sont supérieurs à 1 M€ (SG et Arkéa).

Adhésion à l'Agence France Locale

Afin de diversifier le panel des banques auxquels des contrats sont souscrits et de maintenir la réception d'offre performantes pour les prochaines consultations, une adhésion à l'AFL permettra également de bénéficier de bonnes conditions de financement.

La Ville prévoit ainsi un emprunt de 740 000 € sur l'exercice 2024 hors MSP (1 000 133 € intégration faite de la MSP) pour financer les investissements et procédera au remboursement du capital à hauteur de 997 054 € répartis comme suit à ce stade dans le projet de BP 2024 :

- Budget principal Ville : 930 300 €, y compris MSP
- Budget annexe Assainissement : 66 754 €

Tous budgets, le nouvel emprunt défini reste ainsi proche du montant du remboursement envisagé. De plus, la Ville est toujours accompagnée par la cabinet ORFEOR pour la gestion active de la dette.

▪ Etat des emprunts détaillés

Voir la liste des emprunts en cours au 1^{er} janvier 2024, tous budgets confondus, en dernière page du présent rapport.

Cet état présente la liste des emprunts contractés par la Ville et portant sur le budget principal de la Ville, y compris dépôts et cautionnement, et le budget annexe assainissement au 1^{er} janvier 2024.

IV – Les grands équilibres budgétaires et financiers provisoires au stade du débat d'orientation budgétaire

1- L'épargne brute au stade du DOB

A ce jour, l'exercice 2023 n'étant pas clôturé, la reprise du résultat indiqué sera réajustée après le vote du compte administratif 2023.

- Fonctionnement

| Recettes | 2024 |
|---|--------------------|
| Réelles | 9 467 880 € |
| Ordre | 35 000 € |
| Total | 9 502 880 € |
| Dépenses | |
| Réelles | 8 679 199 € |
| Ordre | 550 000 € |
| Total | 9 229 199 € |
| Résultat de l'exercice Recettes réelles – Dépenses réelles | 788 681 € |
| Reprise du résultat 2023 (à ajuster) | 988 846 € |
| Epargne brute | 1 777 527 € |

2- La capacité de désendettement au stade du DOB

Pour mémoire, le ratio de désendettement est le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute (CAF). Cette dernière correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

Le ratio de désendettement est exprimé en nombre d'années et mesure la capacité d'une collectivité à rembourser sa dette.

La Ville a réussi à passer sous la barre des 1M€ d'annuité sur le budget principal en 2023 malgré la hausse des taux. Pour 2024, l'annuité repart à la hausse pour près de 103 K€ en raison du taux de l'emprunt 2023 et du rachat de la MSP.

La vraie marge de manœuvre arrive sur 2026 avec l'extinction de 4 emprunts impliquant une baisse franche de 330 K€ d'annuité. Ce creux est une opportunité à laquelle la Ville peut se préparer.

Avec 3 millions d'euros d'emprunts sur 2024/2026, il est envisagé de caler des échéances à la carte pour épouser au mieux les tombées d'échéances actuelles :

- Emprunt 2024 : 740 000 € sur 20 ans avec différé de 1 an en capital (1ère échéance 2026) et profil d'amortissement à la carte
- Emprunt 2025 : 1 M€ sur 20 ans avec profil à la carte
- Emprunt 2026 : 1 M€ sur 20 ans avec profil à la carte.

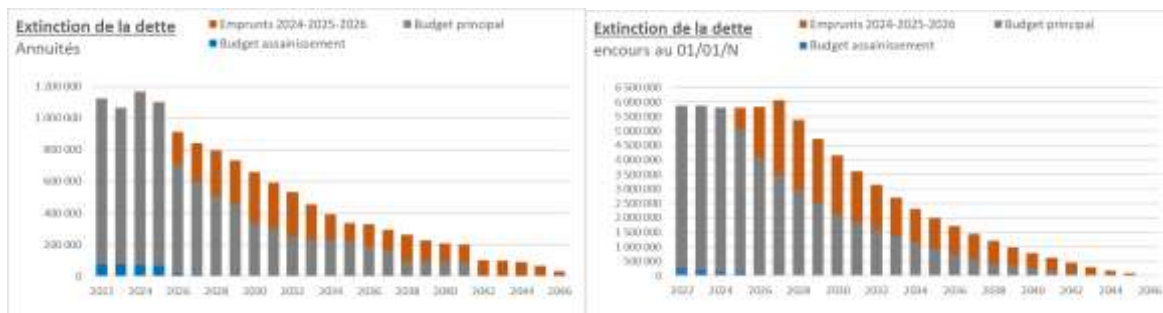
Cette hypothèse pluriannuelle permettra ainsi à la Ville de se donner les moyens d'investir régulièrement sans provoquer une trop forte variation sur les ratios et permettra de rassurer les banques sur la solvabilité.

Les présents graphiques et tableaux intègrent l'hypothèse susmentionnée 2024-2026 :

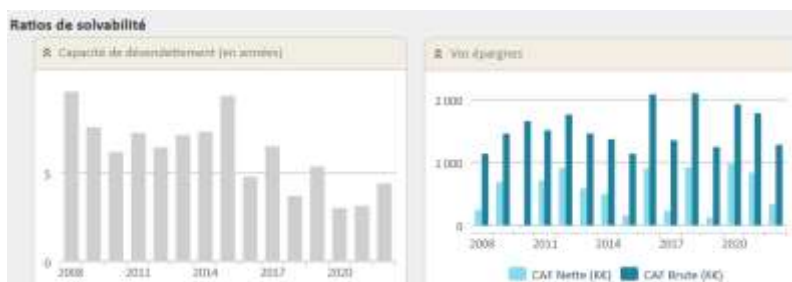
Tableau d'extinction

Encours consolidé yc PPI

| Année | CRD 01/01/N | Capital | Intérêts | Annuité |
|-------|--------------|--------------|------------|--------------|
| 2022 | 5 885 691,91 | 1 011 390,87 | 108 307,72 | 1 119 698,59 |
| 2023 | 5 874 301,04 | 922 124,10 | 143 470,56 | 1 065 594,66 |
| 2024 | 5 802 176,94 | 996 852,81 | 172 279,46 | 1 169 132,27 |
| 2025 | 5 805 457,32 | 962 499,65 | 136 478,28 | 1 098 977,93 |
| 2026 | 5 842 957,62 | 775 794,54 | 136 626,75 | 912 421,29 |
| 2027 | 6 067 163,03 | 689 176,62 | 151 641,75 | 840 818,37 |
| 2028 | 5 377 986,36 | 636 083,06 | 160 850,64 | 796 933,70 |
| 2029 | 4 741 903,26 | 589 200,16 | 141 929,22 | 731 129,38 |
| 2030 | 4 152 703,06 | 534 923,41 | 125 360,60 | 660 284,01 |
| 2031 | 3 617 779,60 | 480 782,14 | 109 504,29 | 590 286,43 |
| 2032 | 3 136 997,39 | 439 664,58 | 95 358,94 | 535 023,52 |
| 2033 | 2 697 333,20 | 373 666,68 | 82 320,31 | 455 986,99 |
| 2034 | 2 323 666,52 | 320 666,68 | 71 409,96 | 392 076,64 |
| 2035 | 2 002 999,84 | 273 166,68 | 62 619,64 | 335 786,32 |
| 2036 | 1 729 833,16 | 272 166,68 | 55 789,30 | 327 955,98 |
| 2037 | 1 457 666,48 | 246 666,48 | 48 718,97 | 295 385,45 |
| 2038 | 1 211 000,00 | 219 500,00 | 42 228,63 | 261 728,63 |
| 2039 | 991 500,00 | 194 000,00 | 34 791,64 | 228 791,64 |
| 2040 | 797 500,00 | 179 000,00 | 28 374,63 | 207 374,63 |
| 2041 | 618 500,00 | 176 500,00 | 22 557,64 | 199 057,64 |
| 2042 | 442 000,00 | 131 500,00 | 16 987,26 | 148 487,26 |
| 2043 | 310 500,00 | 129 000,00 | 11 761,26 | 140 761,26 |
| 2044 | 181 500,00 | 85 500,00 | 7 260,00 | 92 760,00 |
| 2045 | 96 000,00 | 64 000,00 | 3 840,00 | 67 840,00 |
| 2046 | 32 000,00 | 32 000,00 | 1 280,00 | 33 280,00 |



Les ratios ci-dessous sont issus des données de la DGCL pour l'exercice clos 2022, comparés à la strate de la Ville (5 000 hab./10 000 hab. appartenant à GP à fiscalité unique).



| Données du 31/12/2022 | Saint-Jean-d'Angély | Moyenne de la strate |
|------------------------------|---------------------|----------------------|
| Encours / hab (€) | 782 € | 780 € |
| Annuité / hab (€) | 144 € | 97 € |
| CAF Nette (K€) | 332 K€ | |
| CAF Brute (K€) | 1 277 K€ | |
| Cap. désendettement (années) | 4,43 | |
| Taux d'endettement | 62,94% | 64,30% |

Strate : communes de 5 000 à 10 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)
Population : 7 230 hab.



Les ratios de la Ville se maintiennent ainsi, proches des moyennes de strate.

Au stade du DOB, le ratio de désendettement est dès lors de 3,18 années. Il atteste de la solvabilité de la Commune. L'une des principales priorités de la Commune est de réduire l'endettement tout en maintenant la capacité à investir. Le seuil d'alerte se situe entre 9 et 10 années.

Les épargnes reculant, la capacité de désendettement augmente mais reste inférieure aux seuils d'alerte des établissements prêteurs.

Calculs relatifs au budget principal (hors budget annexe assainissement) :

| Budget principal de la Ville | 2024 |
|------------------------------|-------------|
| CAF brute prévisionnelle | 1 777 527 € |
| Remboursement capital | 930 300 € |
| CAF Nette prévisionnelle | 847 227 € |
| CRD au 01/01 | 5 643 819 € |
| Population ³ | 7 131 |
| Dette par habitant | 791,45 € |
| Année CAF | 3,18 |

V – Perspectives du besoin de financement annuel du budget principal et des budgets annexes

Pour l'exercice 2024 les perspectives sont les suivantes, hors reprise des résultats 2023 et virements à la section d'investissement.

| Perspectives de l'épargne et de la dette | | | | |
|---|------------------------|--------------------------|------------|----------------|
| en milliers d'€ | | | | |
| | Budget principal Ville | Budgets annexes | | |
| | | Salle de spectacles EDEN | Transports | Assainissement |
| Produits réels de fonctionnement | 9 468 | 366 | 65 | 265 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 8 679 | 276 | 65 | 98 |
| Epargne de gestion | 789 | 90 | - | 167 |
| Intérêts de la dette | 178 | - | - | 17 |
| Epargne brute | 611 | 90 | - | 150 |
| Capital de la dette | 930 | - | - | 67 |
| Epargne nette | 319 | 90 | - | 83 |
| Financement de l'investissement | | | | |
| Dépenses d'investissement | 2 448 | 131 | 1 | 130 |
| Epargne nette | 319 | 90 | - | 83 |
| Recettes réelles invest sauf emprunt | 615 | - | 0 | - |
| Emprunt d'équilibre | 1 000 | - | - | - |
| Besoin annuel de financement minoré du remboursement du capital de la dette | 70 | - | - | 67 |

³ La population telle que mentionnée dans le présent rapport correspond à la population totale conformément aux populations légales définies par l'INSEE au 1^{er} janvier 2021 en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024, soit 7 131 habitants.

VI – Consolidation des dépenses de fonctionnement du budget principal Ville et des budgets annexes :

| Budgets | 2024 |
|---|--------------|
| Budget principal Ville | 10 491 726 € |
| <i>Dont :</i> | |
| - subventions d'équilibre versées aux budgets annexes | 387 798 € |
| - virement à la section d'investissement | 1 262 527 € |
| Salle de spectacles EDEN | 441 411 € |
| Subvention équilibre | 325 811 € |
| Virement à la section d'investissement | 0,00 € |
| Transports | 64 987 € |
| Subvention équilibre | 61 697 € |
| Virement à la section d'investissement | 0,00 € |
| Assainissement | 326 787 € |
| Virement à la section d'investissement | 33 587 € |

Liste des emprunts sur l'exercice 2024**Budget Principal**

| N° Contrat | Prêteur | Index | Périodicité | Taux au 01/01/2024 | Durée résiduelle | Dettes en capital au 01/01/2024 | Annuité | Capital | Intérêts | Dettes en capital au 31/12/2024 |
|-----------------------------------|---------------------|----------------|---------------|--------------------|------------------|---------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| A33100/001 | Caisse d'Epargne | Euribor 3 mois | Trimestrielle | 4,65% | 2,48 | 114 781,29 | 50 715,61 | 45 912,52 | 4 803,09 | 68 868,77 |
| 9023326 | Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Trimestrielle | 4,52% | 3,76 | 37 060,14 | 10 179,88 | 8 650,01 | 1 529,87 | 28 410,13 |
| 9058704 | Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Trimestrielle | 4,37% | 3,84 | 99 951,31 | 27 371,32 | 23 383,16 | 3 988,16 | 76 568,15 |
| 9579528 | Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Trimestrielle | 1,92% | 12,43 | 625 000,00 | 61 640,00 | 50 000,00 | 11 640,00 | 575 000,00 |
| 9598328 | Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Trimestrielle | 2,11% | 4,93 | 125 640,72 | 27 580,35 | 25 128,16 | 2 452,19 | 100 512,56 |
| 00001699660 | Crédit Agricole | Taux Fixe | Trimestrielle | 0,92% | 17,87 | 765 000,00 | 49 391,37 | 42 500,00 | 6 891,37 | 722 500,00 |
| 00001966412 | Crédit Agricole | Taux Fixe | Trimestrielle | 1,52% | 13,87 | 933 333,32 | 80 473,35 | 66 666,68 | 13 806,67 | 866 666,64 |
| 00002225312 | Crédit Agricole | Taux Fixe | Trimestrielle | 3,92% | 19,87 | 850 000,00 | 74 742,54 | 42 500,00 | 32 242,54 | 807 500,00 |
| LT080596#001 | Crédit Agricole CIB | Euribor 3 mois | Trimestrielle | 4,52% | 1,00 | 23 478,00 | 24 175,79 | 23 478,00 | 697,79 | 0,00 |
| XU00333633#004 | Crédit Agricole CIB | Euribor 1 mois | Trimestrielle | 4,44% | 5,75 | 240 502,16 | 50 559,26 | 40 083,68 | 10 475,58 | 200 418,48 |
| 20331802 | Crédit Mutuel | Euribor 3 mois | Trimestrielle | 5,18% | 2,83 | 197 332,76 | 75 329,54 | 65 777,56 | 9 551,98 | 131 555,20 |
| MINS22236EUR/001 | La Banque Postale | Euribor 3 mois | Trimestrielle | 5,56% | 5,50 | 306 666,79 | 69 886,93 | 53 333,32 | 16 553,61 | 253 333,47 |
| MINS22251EUR/001 | La Banque Postale | Euribor 3 mois | Trimestrielle | 4,95% | 6,41 | 390 000,00 | 79 904,65 | 60 000,00 | 19 904,65 | 330 000,00 |
| MINS13922EUR | La Banque Postale | Taux Fixe | Trimestrielle | 1,23% | 8,00 | 209 000,09 | 27 787,18 | 25 333,32 | 2 453,86 | 183 666,77 |
| MON231765EUR | Sté de Fin. Local | Taux Fixe | Trimestrielle | 3,61% | 1,58 | 115 432,47 | 68 364,08 | 65 071,28 | 3 292,80 | 50 361,19 |
| MIN243112EUR | Sté de Fin. Local | Taux Fixe | Trimestrielle | 4,11% | 4,00 | 143 978,30 | 37 186,07 | 31 661,83 | 5 524,24 | 112 316,47 |
| MON525145EUR/001 | Sté de Fin. Local | Taux Fixe | Semestrielle | 2,87% | 1,50 | 466 661,24 | 245 254,27 | 233 330,62 | 11 923,65 | 233 330,62 |
| Emprunt MSP | | | | | | 0,00 | 37 012,80 | 27 288,47 | 9 724,33 | 232 844,76 |
| Emprunt de l'exercice (prévision) | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 740 000,00 |
| Totaux | | | | | | 5 643 818,59 | 1 097 554,99 | 930 098,61 | 167 456,38 | 5 713 853,21 |
| | | | | | | | | | Ré-endettement sur l'exercice | +70 034,62 |

Budget Assainissement

| N° Contrat | Prêteur | Index | Périodicité | Taux au 01/01/2024 | Durée résiduelle | Dettes en capital au 01/01/2024 | Annuité | Capital | Intérêts | Dettes en capital au 31/12/2024 |
|-----------------------------------|-------------------|-----------|---------------|--------------------|------------------|---------------------------------|------------------|------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| 20700151 | Caisse d'Epargne | Taux Fixe | Trimestrielle | 446,00% | 3,54 | 53 250,00 | 16 337,46 | 14 200,00 | 2 137,46 | 39 050,00 |
| MON525145EUR/001 | Sté de Fin. Local | Taux Fixe | Semestrielle | 287,00% | 1,50 | 105 108,35 | 55 239,82 | 52 554,20 | 2 685,62 | 52 554,15 |
| Emprunt de l'exercice (prévision) | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Totaux | | | | | | 158 358,35 | 71 577,28 | 66 754,20 | 4 823,08 | 91 604,15 |
| | | | | | | | | | Désendettement sur l'exercice | -66 754,20 |